

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des Fédérations anarchistes



le monde

libertaire

Objecteurs de croissance



supplément spécial Alsace

Accor-Arcade

Chronique d'une lutte ordinaire
page 4

Front des luttes

le patronat gagne du terrain
page 6

États-Unis

pauvreté et repression
page 11

Chili

l'ombre d'une dictature
page 15

Radio libertaire
sur internet:

federation-anarchiste.org/rl

M 02137 - 1411 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Attendrit un patron, c'est comme seller une vache;
beaucoup d'efforts, aucun intérêt. »

Anonyme américain

hebdo n° 1411

du 13 au 19 octobre 2005

40 P 2 520

Sommaire



Accor, une lutte qui dure, page 4

Le bec hargneux de **l'Autriche**, par F. Ladrisse, page 5

Nouvelles des fronts dégraissages en série, par Hugues, page 6

Brèves en stock, page 7

Expulsions, quand la police et la justice se confondent, par P. Schindler, page 8

Rafles, méthodes policières expéditives, par Hanlor, page 9

Parlons un peu d'**économie**, par Nathan, page 10

Street voice, la voix des pauvres, interview, page 11

Chili, un dictateur à l'abri des poursuites, par D. Pinos, page 5

Japon, dans **les couloirs de la mort**, par C. Nepper, page 7

Le voleur **pour la cause**, par M. O'Brian, page 18

Faits d'hiver, un pays accueillant, par J.-M. Raynaud, page 18



Actualité du **cinéma**, par H. Hurst, page 19

La bonne **Louise**, vue par G. Ditmar, par J. Lesage de La Haye, page 21

Vie du **mouvement** & Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C. 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Migraine ou indisposition ? Gaullien ou populiste ? Battant contre Bruxelles ou apte aux voyages en avion ? Ceux qui caracolent aux rênes de l'État adoptent moult attitudes pour attirer l'attention des médias, pour revêtir leurs plus beaux atours en vue de 2007.

Face à la grogne des Françaises et des Français, Villepin, Premier ministre, nous refait le coup du général De Gaulle : « Je vous ai compris ! » Des chantiers de discussions sont proposés : sécurisation de la vie professionnelle, réduction des inégalités... Il a réitéré des déclarations comme : « nous sommes attachés à notre protection sociale, à nos services publics », « Nous avons des syndicats modernes et nous pouvons élaborer des solutions ensemble » ! De quoi présenter une image conciliatrice en opposition avec les déclarations de rupture de Nicolas Sarkozy. Les ombres chinoises pour « la bataille de l'emploi » expriment plutôt la gymnastique tous azimuts pour la présidentielle. Alors Paroles, paroles ou du neuf avec du vieux ? Plutôt des vessies pour des lanternes !

Au-delà des propositions ministérielles pour ouvrir des « discussions franches », se profile plus que nettement dans les médias la campagne bien connue de la non-représentation des syndicats. Certaines gazettes ironisant sur la « promenade de santé » du 4 octobre, ou du « catalogue de La Redoute » des revendications.

La désyndicalisation en France est un problème « incontournable », mais dire que l'implantation des diverses boutiques syndicales est l'une des plus basses d'Europe est un peu court, même pour dénoncer des pratiques bureaucratiques. On oublie de dire que dans certains pays (comme la plupart des pays scandinaves) la cotisation syndicale est prélevé directement sur la fiche de paye ! Dans l'Hexagone où précarité et contrats à durée déterminée ont leur pré carré, prendre une carte syndicale n'est plus un premier réflexe. Et le souvenir des forteresses ouvrières est déjà bien flou.

N'importe, peut-être par procuration et non plus en tant qu'acteurs directs, ceux et celles qui ne vivent que de leur fiche de paye étaient dans leur grande majorité solidaires du 4 octobre. Et cela peut nous aider à attendre que les mauvais jours finissent.

Et après ?

Photo Daniel Maunoury



Après le 4 octobre, retour à la case départ. C'est toujours pareil après ces « journées nationales d'action » : comme un lendemain de cuite, comme une gueule de bois. On sait que ça ne sert pas à grand-chose et que c'est une soupape de sûreté qui permet plus au système de perdurer que d'intensifier le mouvement social... C'est un peu comme si on montrait sa force pour ne pas avoir à nous en servir. On l'a dit dans nos tracts que seule la grève générale pourrait changer les choses. Pourtant, on se fait toujours avoir... On milite, on prépare la journée de grève, on distribue des tracts, on colle des affiches, on discute dans les bureaux, dans les ateliers, dans la rue. Il y a une émulation. On n'est pas dupe, mais on le fait quand même. D'autant qu'on sent bien qu'il y a un ras-le-bol terrible partout, que les gens en ont marre et que peut-être, il suffirait d'un rien pour que la colère explose. Parce que les raisons ne manquent pas : salaires qui régressent, flexibilité, chômage, aucune volonté d'écoute de la part d'un gouvernement arrogant, privatisations, flicages, Sarkozy, racisme, avenir bouché, libérés qui s'effiloquent, etc. N'en jetez plus, la cour est pleine.

Le jour de grève, on compte les grévistes et les services arrêtés. Et cette fois ça a l'air plus fort que les fois précédentes : le « privé » est touché fortement par le mouvement, les arrêts de travail sont nombreux, même dans des secteurs peu combatifs habituellement.

La manif. C'est pas rien. Les appels ont été entendus. Les rues sont remplies. Le cortège de la CGT est impressionnant. Tiens, même la CFDT et la CFTC sont sorties. On retrouve les copains et les copines, des camarades de combat, des militants, et plein d'autres. Les anars sont disséminés un peu partout. Des drapeaux noirs, ou rouge et noir, émergent. On est tous déterminés. C'est un plaisir, cette manifestation. On est plein, on est la foule, on est le peuple et on veut se faire entendre.

Ensuite, il faut se quitter. On regarde la télé, pour savoir combien on était. Plus d'un million ! Et après ? Rien. Le quotidien.

Après la journée d'action, l'exploitation peut reprendre son cours habituel.

Dès à présent on nous parle déjà de prochains rendez-vous, de prochaines journées d'action, de prochains « temps forts » : le 20 octobre dans la santé et le 19 novembre pour les services publics. Il y aura sans doute encore d'autres dates. Et c'est comme une impression de déjà vu, de déjà vécu : on va se faire balader de journée d'action en journée de mobilisation... Mais qu'attendre de plus de nos syndicats, tous aussi réformistes les uns que les autres ?

Parce que c'est bien notre faute, à nous tous et toutes, si ça ne va pas plus loin. C'est notre incapacité à nous sentir la force de prendre notre destin en main, de décider qu'il y en a plus qu'assez et qui nous empêche maintenant de dire : « Non ! »

Dans quelques secteurs, les salariés se sont emparés de cette journée d'action pour continuer le mouvement : ils ont poursuivi la grève pour leurs propres revendications, mais ils sont peu nombreux. C'est tous ensemble qu'il nous faut le faire.

Je ne serai pas de ceux qui s'étonnent et dénoncent les atermoiements des syndicats : ils ne sont là que pour ça. C'est, par contre, de notre responsabilité à nous tous et toutes de les dépasser et de passer à l'offensive, pour nos droits, nos volontés et nos désirs.

Dans les séminaires, les réunions et les colloques de nos patrons, ils apprennent que, vu ce qu'ils nous font subir, les révoltes populaires devraient se multiplier. Pour une fois, il faudrait leur donner raison. Reste à prendre conscience de notre force, reste à dépasser le modèle qu'ils veulent nous imposer pour nous museler.

Reste à construire, et vite, un large mouvement pour foutre ce système mortifère dehors. Il y a du boulot, mais il suffit de commencer à le détruire ; après il tombera tout seul.

Jean-Pierre Levaray

Accor, Arcade, etc.

La lutte continue

VENDREDI 9 SEPTEMBRE, après le rendez-vous devant le siège d'Arcade, nous avons rendu visite à l'hôtel Formule 1 de la porte de Saint-Ouen. Nous avons l'habitude de visiter les hôtels haut de gamme de la chaîne Accor, mais celui-là abritait plusieurs familles expulsées (de la rue de la Fraternité, 19^e) par le ministre de l'Intérieur le 5 septembre et des personnes logées par le Samu social, soit un total d'environ 70 personnes.

Vocation sociale d'Accor ou échange de bons procédés avec l'État? L'aile de l'hôtel Ibis de Roissy, utilisée comme zone de rétention provisoire pour les indésirables, nous fait penser pour la deuxième hypothèse. Le fait est que l'accueil fut des plus chaleureux, et nous avons pu longuement discuter avec un certain nombre de mal-logés. À la différence de la plupart des hôtels de cette enseigne, il y avait un assez nombreux personnel. Cette maison appartient directement au groupe Accor. Nous avons appris que les femmes de ménage devaient nettoyer trente chambres en cinq heures. Les cadences sont toujours les mêmes qu'avant la grève d'Arcade.

Vendredi 16 septembre, nous sommes rendu à l'hôtel Mercure qui se trouve en face de la gare de l'Est, un ancien Libétel. Le personnel avait gardé de nous, à l'époque de la grève d'Arcade, un souvenir très vif, et ils étaient tout étonnés de nous trouver très gentils et prévenants. Comme quoi ils avaient été bien éduqués. Le fait est qu'il n'y avait pas d'hostilité à notre égard. Seule la présence d'un client hargneux a mis un peu de piment dans la soirée. Cet hôtel est managé par le groupe Accor (une petite variante de la franchise), et ne ferait pas recours à la sous-traitance, selon les dires du responsable présent, mais seulement à des extras pour les périodes où l'hôtel est complet. Seulement 4 ou 5 personnes seraient employées en interne, ce qui, pour un hôtel de 200 chambres, semble tout de même bien peu...

Vendredi 23 septembre, à notre rassemblement habituel, nous avons eu le plaisir – de toute évidence non partagé – de rencontrer M. Honneaux, un des dirigeants d'Arcade, qui sortait à une heure inhabituelle, sans doute après avoir fait des heures sup. Il va falloir qu'il en fasse beaucoup, car il semble bien qu'Arcade continue à perdre des chantiers, poursuivie par sa réputation de boîte de négriers. Ensuite, accompagnés par un jour-

naliste de France Culture, nous avons rendu visite à l'hôtel Ibis près de la porte Brancion. Un hôtel franchisé, ayant recours à la sous-traitance, mais pas à Arcade. Le gérant nous a servi l'habituel discours comme quoi nous n'y comprenions rien, puisqu'il n'avait rien à voir avec Accor (étonnant, ce groupe qui impose son enseigne sur tous les murs d'hôtel contre la volonté des gérants!). Et quand nous lui avons tendu un tract, il l'a repoussé en jouant les informés: notre prose circule depuis longtemps sur le site d'Accor, paraît-il. Nous en voilà flattés. Nous suggérons à la direction du groupe de soumettre notre prose y compris à ses élèves de « l'académie Accor », ce serait une excellente contribution à l'entraînement du sourire à tout prix.

Dans cet hôtel, les clients étaient rares, mais il y avait un habitué. Et quel habitué! Sans même prendre connaissance de nos raisons d'être là, il a déclaré ne rien avoir à faire avec nous car lui, n'est-ce pas, fait partie de ceux « qui travaillent »... Petit échange de mots doux, au grand plaisir du micro de France Culture. Peu après, le voilà qui prend lui-même l'initiative d'appeler les bleus de son portable (on le « gêne »), mettant le gérant devant le fait accompli! Nous avons donc eu droit à quelques visiteurs en uniforme, que, à force de palabres, nous avons convaincus de s'abstenir de faire du zèle. Au prix toutefois d'un petit compromis: notre banderole d'affiches, qui traversait la rue, a dû être déplacée (elle gêne les automobilistes, vous comprenez) et a fini scotchée sur les panneaux publicitaires qui ornaient le coin de la rue. La maréchaussée était satisfaite, et le client n'a eu qu'à se rhabiller.

Dimanche 25 septembre, plusieurs membres du collectif étaient présents au rassemblement qui a eu lieu au métro Château-Rouge (XVIII^e), pour protester contre les rafles antisans-papiers qui ont eu lieu ce dernier mois, et demander la libération des emprisonnés.

Comité de soutien

aux salariés en lutte d'Arcade, Quick, McDo, Frog, FNAC, Disney, Virgin, Pizza Hut, etc.

Contact: fatysolidarite@hotmail.com
Informations et documentations sur les luttes et les initiatives en cours:
<http://www.ac.eu.org>



Solidarité avec les travailleurs en lutte !



Photo Daniel Maunoury

LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE de la France se dégrade, et l'État UMP continue le train de privatisations qu'il souhaite afin de remplir les caisses de l'État et de brader les quelques services publics qui fonctionnent encore. Hier GDF, EDF et La Poste, aujourd'hui la SNCF et les autoroutes, demain le Chemin de fer, l'Éducation, la Santé? Cette stratégie de liquidation des services publics où les usagers sont traités équitablement convient parfaitement à ce gouvernement au service du capital.

Malgré la résignation ambiante et la paralysie des grandes confédérations syndicales, le gouvernement trouve inévitablement sur sa route la résistance des travailleurs pour s'opposer aux privatisations, délocalisations et autres plans antisociaux. Des oppositions plus ou moins importantes, plus ou moins structurées, plus ou moins violentes accompagnent ces luttes.

Nous constatons depuis quelque temps une radicalisation croissante des luttes sociales encore trop parcellaires ainsi qu'un retour à de nouvelles formes d'action directe. La Fédération anarchiste se félicite de ce regain de la volonté de nombreux travailleurs à gérer leurs luttes plus radicalement comme celle des postiers de Bègles (réprimée par le GIGN) ou encore l'action de SUD-Rail qui, le 17 septembre à Dugny-sur-Meuse, a démonté les rails pour s'opposer à la circulation des trains privés.

Une des plus spectaculaires d'entre elles est en cours entre Marseille et la Corse et concerne la privatisation de la SNCM. Au-delà des positions des fédérations syndicales de transport maritime « le naufrage » de la SNCM et sa confiscation par un fonds de pension posent de vraies questions sur le devenir des dernières entreprises encore publiques. L'État paraît déterminé, mais seule la résistance et l'organisation des travailleurs et de la population pourront tenir en échec cette casse programmée.

La Fédération anarchiste apporte son soutien et sa solidarité aux travailleurs syndiqués et non syndiqués de la SNCM en lutte pour sauvegarder leurs emplois et leur outil de travail dans le cadre d'une entreprise de service public contre les appétits voraces du capitalisme.

La Fédération anarchiste dénonce l'utilisation de l'armée pour réprimer les conflits sociaux; l'assaut hélicoptère démesuré des commandos de la Marine nationale et du GIGN sur le Pascal-Paoli nous rappelle encore une fois les pages les plus sombres de notre histoire.

Nous dénonçons l'instruction judiciaire pour détournement et acte de piraterie ainsi que les gardes à vue et éventuelles mises en examen de militants syndicalistes et nous exigeons leur libération immédiate.

Ensemble, cassons la logique morbide et démolibéraliste des journées d'action, radicalisons et fédérons nos luttes autour de pratiques de gestion et d'action directe pour construire la grève générale expropriatrice et autogestionnaire.

Fédération anarchiste
Secrétariat aux relations extérieures

Paris, le mardi 27 septembre 2005

Quand l'autruche éternue...

L'est-ce, I

« Je remercie M. Berlusconi d'avoir accepté de venir ici à Paris pour m'éviter d'avoir à prendre l'avion. » M. Chirac.

Franchement, est-ce raisonnable de laisser à ce vieillard, désormais incapable de faire ne serait-ce que Paris-Rome en Airbus, le soin de diriger le pays? L'est-ce?

L'est-ce, II

« Ça va, ça va. Ce n'est parce que j'ai une migraine qu'on va en faire un événement. » Sarkozy.

Franchement, est-ce raisonnable de confier, demain, à ce migraineux les affaires dudit pays? L'est-ce? Ça sèche le Conseil des ministres sous prétexte de mal à la tête, mais ça reçoit le même jour la très Le Péneuse Bardot. Pour parler de quoi? Des moutons. Si en 2007 c'est élu, ça boudera les sessions du Conseil de sécurité au profit d'une course à vélo en compagnie de Bruno Mégret.

L'est-ce, III

« Si on refuse l'amour, il peut se transformer en haine. » Silvio Berlusconi.

Franchement, est-ce raisonnable d'avoir refusé à Berlu, penseur des profondeurs, le prix Nobel de philosophie? L'est-ce? Bon d'accord, j'arrête.

Ébaubis

« Ce serait quand même cocasse qu'on nous reproche aujourd'hui d'en faire trop contre la droite! » Stéphane Le Foll, Ps.

Cocasse, en effet... Car devant l'activisme effréné de ses militants, devant l'incroyable audace dont font preuve ses dirigeants, ceux qui jusque-là ne voyaient dans le Parti socialiste qu'une clique d'arrivistes amers en mal de pouvoir, ne peuvent qu'être ébaubis. Comme on dit au Sénat.

Séparation

« Le Code du travail sert surtout à protéger des gens qui ne veulent rien faire. Aucun employeur ne va se séparer d'un bon élément. » Aghion, entrepreneur.

Qu'est-ce qu'il y avait alors comme fainéants à Helweg-Packard, comme tire-au-flanc chez Michelin, comme glandeurs chez ST-Micro... Plus sérieusement, on se demande quand les « bons éléments » (et les autres) vont enfin se décider à se séparer de leur employeur.

Un chef à poil

« Les vrais chefs doivent séduire et convaincre. » Emmanuelli. Éventuellement c'est encore mieux s'ils ont de gros sourcils, une double couche de poils dans le dos, et parlent avec l'accent de Toulouse.

Timide

« Je suis d'un naturel timide. J'ai le sentiment aujourd'hui de m'être allégé de beaucoup d'ambitions inutiles. » De Villepin. Galouzeau sait maintenant qu'il ne sera jamais Napoléon. Aussi se contentera-t-il de jouer les Bonaparte. C'est assez pour nous emmerder.

Respect

« Je respecte le droit de grève, mais je voudrais aussi qu'on respecte le droit au travail. » Parisot, du Medef.

Qu'on respecte le droit au travail: cinq millions de chômeurs ne demandent que ça.

Frédo Ladrisse.

(sources: France Inter, Libération, Le Parisien, Politis).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Photo Daniel Maunoury



EMBELLIE! Inde le 29 septembre, 60 millions de travailleurs débrayent contre les réformes néolibérales et la casse du service public engagés par le gouvernement de centre gauche. France entière le 4 octobre, 1 million de manifestants: 35 000 à Toulouse, 15 000 à Lyon, 50 000 à Bordeaux, 35 000 à Nantes, 100 000 à Marseille et 150 000 à Paris. Une belle journée d'un automne presque chaud avec 32 % de grévistes à la SNCF, 15 % à La Poste, 38 % au ministère des Finances, 23 % à EDF, 18 % dans la Santé et près de 35 % dans l'Éducation. Pour le privé, il est toujours plus difficile d'obtenir des chiffres, mais il semblerait que les débrayages et les appels à la grève ont été plus nombreux qu'à l'habitude. Dans les cortèges, une CGT toujours imposante et des cortèges CNT ou Sud très prometteurs ici ou là. Belgique, grève générale le 7 octobre à l'appel de la FGTB contre la précarité et pour la défense des acquis sociaux. Doucement mais sûrement, ça branle dans la manche, quant à la fin des mauvais jours, encore un peu de patience... Toutefois, dans la même période de beaux conflits. Les ouvrières des Galettes Saint Michel cessent le travail et exigent 5,5 % d'augmentation de salaire, les bagagistes de l'aéroport de Roissy, en grève durant plus de 15 jours, prennent en otages des milliers de valises afin d'obtenir de meilleures conditions de travail. Le port de Marseille est bloqué pendant 18 jours par les travailleurs du port solidaires avec les marins de la SNCM. Marins qui renouent avec l'action directe (séquestration de la direction, mutinerie), qui refusent la privatisation et résistent à la menace d'un plan social annoncé visant 300 à 400 emplois. Un mot sur cette mutinerie symbolique des marins du STC. Belle et exemplaire action qui donne à penser, tant par son intention que par sa répression. L'État en l'espèce a envoyé ses commandos d'élite

(entendre d'assassins patentés) contre les marins insurgés. Qu'en penser? Certes pas de victimes mais un avertissement, à mon sens clair, à tous ceux qui voudraient radicaliser les luttes... Si les limites, définies par l'État et le Medef, sont dépassées, c'est à l'armée de guerre civile que sera confiée la résolution des conflits les plus durs, c'est-à-dire non contrôlés par les organisations « représentatives ». Qu'on se le tienne pour dit. Pas de dérapage, la grève d'accord mais dans des limites très « républicaines », sinon...

Embellie et espoir relatifs car les mauvais coups continuent partout à pleuvoir. 200 000 emplois de service menacés de délocalisation, Sony prévoit 10 000 licenciements d'ici à 2008 dans le monde, Delta Airlines 9 000, La ville de La Nouvelle Orléans 300, Mercedes annonce 8 500 « départs volontaires » dans l'année à venir et Sonaca (aérospatial) à Charleroi en Belgique liquide 279 postes de travail et tente d'allonger la durée du travail. Décidément, ça branle dans la manche mais pas toujours de bon côté. Hexagonalement parlant, même cascade de licenciements et de « plans sociaux ». Neuf-Cégetel va virer 660 collaborateurs, Man Power envoie 161 salariés se faire voir à l'ANPE. À Laval, Flextronic en expédie 500, Reyes (charpente métallique) en remercie 172, Philips prévoit 111 lourds au Mans, 29 à Suresnes... Le journal Libération prépare un nouveau plan social et le Berry républicain supprime 95 emplois. Pas de quoi se lamenter, le ministre « Vil pain » malgré quelques difficultés auditives écoute le message de la rue... Visiblement, faudra crier plus fort la prochaine fois. Quant à Fabius, toujours plus démagogique, propose un Smic à 1 500 euros. 2007 quand tu nous tiens...

Santé au travail, là plus personne n'écoute et c'est la cata en perspective. Selon la Dares,

7 % des salariés sont exposés à des bruits nocifs. 100 000 le sont à l'amiante et 13,5 % des travailleurs sont en contact avec des produits cancérigènes. Un avenir radieux s'ouvre à tous ceux-là. Et pour tout arranger, par souci de santé et d'égalité, pour les plus jeunes, une ordonnance sclérote de l'été étend la dérogation au travail de nuit des moins de 18 ans et autorise le travail le dimanche et les jours fériés pour les apprentis. Les chômeurs n'ont pas été oubliés, la chasse est ouverte et les radiations vont bon train. Maintenant, deux refus consécutifs de proposition de travail ou une recherche d'emploi réputée pas assez active entraîneront une réduction de 50 % des indemnités. Au troisième refus, l'indemnité sera supprimée. Les chômeurs ont intérêt à écouter et à se tenir à carreau sinon plus de pognon et si ça ne suffit pas la prochaine fois on envoie les hélicos et le GIG-haine. Les syndicalistes aussi d'ailleurs ont intérêt à pas trop la ramener, car ce gibier-là se chasse aussi. En effet, entre 2001 et 2003 les demandes de licenciement de représentants du personnel, même non syndiqués, sont reparties à la hausse. 13 400 demandes, un record!

Du côté du Medef, on boit du petit lait, car seulement 2 % des 720 000 observations et autres procès verbaux dressés par l'inspection du travail aboutissent à des sanctions et, comme cela ne suffit pas, on parle même de supprimer ladite inspection, sans doute pour atteindre le chiffre absolu de 0 %. Aux grands mots, les grands remèdes.

Comme quoi une embellie ne fait pas une rentrée vraiment chaude. Pas de défaitisme, on remet ça au printemps, peut-être qu'on sera pour une fois du bon côté du manche et que les mauvais jours finiront...

Hugues

Groupe Pierre-esnard

Besançon le 4 octobre

Cinq mille personnes dans les rues de Besançon contre les licenciements, les ordonnances Villepin et autres saloperies du gouvernement. En tête, l'usine Fralsen menacée de fermeture. Puis les syndicats (FO - CGT - CFTD - Sud - Unsa - FSU - CNT) mais aussi AC1, le collectif du Non, le collectif des précaires, quelques étudiant.e.s et lycéen. ne.s. Le groupe FA de Besançon a distribué le tract fédéral rappelant la nécessité de la grève générale. Il fut très bien accueilli et nous avons pu mesurer les ras-le-bol général et la volonté d'en finir avec cette situation, y compris violemment.

Louise Michel outragée

Abdelaziz Bouteflika vient d'être distingué par le « prix Louise Michel ». Stupéfiant de connerie, non ?



Alors que le journaliste Mohamed Benchicou, auteur de *Bouteflika, une imposture algérienne* est en prison depuis le 14 juin 2004. Alors que d'autres journalistes risquent la prison et leurs journaux de disparaître des kiosques, le Centre d'études politiques et de sociétés de Paris a décerné au président Bouteflika... le « prix Louise Michel ». Une insulte à la mémoire de cette militante. Ce prix est attribué chaque année à une personnalité de haut rang pour « les vertus de dialogue, de démocratie, de développement et de paix ».

Bordeaux le 4 octobre

Plus de 50 000 personnes ont manifesté ou tenté de manifester ce 4 octobre à l'appel unitaire des huit organisations syndicales interprofessionnelles de Gironde. Bien plus que le 10 mars dernier. Avec un appel un peu plus combatif que l'appel confédéral national avec le retrait des ordonnances Villepin, l'arrêt des politiques de licenciement et la défense des services publics. À l'issue de la manifestation, un meeting était prévu pour laisser s'exprimer les intersyndicales des secteurs en lutte. Malheureusement, l'arrivée des cortèges

s'est échelonnée sur près de deux heures et il n'y avait plus grand monde à l'arrivée des derniers manifestants.

Europe encinte

Ce dernier mois, les frontières de Mellilla et de Ceuta, enclaves espagnoles au nord du Maroc, ont toutes les caractéristiques d'un mur de l'Europe forteresse. La police espagnole a renforcé ses effectifs aux côtés de leurs homologues de l'armée marocaine. Celle-ci a multiplié ces dernières semaines les rafles dans les bois où se réfugient les futurs demandeurs d'asile. Elle n'a d'ailleurs pas hésité à y déclencher des incendies et à arrêter plus de 300 personnes. Lors des tentatives courageuses d'escalader la frontière, la police espagnole a déclenché une pluie de gaz lacrymogène et de balles caoutchoutées. Quatre Africains sont déjà tombés sous ces balles, sans compter ceux qui sont morts écrasés dans les mouvements de panique causée par l'intervention de la police espagnole.

Répression contre les lycéens

Judi 6 octobre 2005, Antoine Berard, un étudiant de 23 ans, ayant été arrêté lors d'une manifestation en avril, a été condamné à 3 mois de prison avec sursis et 1 400 euros de dommages et intérêts. Cette condamnation s'inscrit dans la suite de celles déjà prononcées à l'encontre des acteurs du mouvement lycéen du printemps dernier. À Paris un lycéen a été condamné à 5 mois de prison avec sursis pour un prétendu crachat, un lycéen et un étudiant à 2 500 euros d'amende chacun pour avoir pénétré dans un lycée lors d'une manifestation, à Bayonne deux lycéens ont été condamnés à 2 mois de prison avec sursis, 112 heures de TIG et 6 000 euros d'amende pour avoir occupé leur lycée, au Mans deux jeunes ont écopé de 2 mois de prison ferme pour avoir prétendument « jeté des mottes de terre en manifestation ».

Air France bloqué !

Ce mardi 4 octobre, sur le passage de la grande manif syndicale sociale zet unitaire, on a pu voir une agence Air France, bloquée par le 9^e collectif de



sans papiers. C'est au cris de « l'État expulsé, Air France complice » que, pendant plus de deux heures l'agence a été bloquée. Nous avons ainsi pu attirer l'attention (et la sympathie) des salariés d'Air France qui manifestait avec la CGT, et passer plusieurs messages d'appel à action, au micro des sonos des grandes centrales syndicales. Jusqu'à ce que nous soyons vidés par la police en civil sous l'œil bienveillant de leurs collègues de l'UNSA. Cette petite action a montré notre détermination à lutter contre la politique raciste du gouvernement.



Défilé contre les rafles

Ce samedi 8 octobre à l'appel du 9^e collectif de sans-papiers, environ 500 personnes ont défilé dans les rues de Paris. Commencé à Château-Rouge et finissant à Château-d'Eau la manif est passée par tous les quartiers qui ont été victimes de rafles dans Paris. Nous avons pu constater la sympathie des habitants excédés par ces pratiques sécuritaires et le discours démagogique de Sarkozy. À l'issue de quatre heures de défilé, la parole a été donnée à des habitants et certains membres du collectif ont témoigné sur la rafle manquée de mercredi. Une fois de plus nous avons montré que nous refusons et refuserons toujours la politique raciste de ce gouvernement et de ceux qui suivront.

Plombiers et homophobes

Désigné il y a peu au poste de Premier ministre, l'ultraconservateur et très catholique Marcinkiewicz n'a pas tardé à exposer certaines des thèses qui semblent lui tenir à cœur. Dans la plus pure tradition du catholicisme intégriste, il a déclaré qu'à son sens, l'homosexualité était « contre-nature ». « Ce qui est naturel, c'est la famille », a-t-il cru bon ajouter. Avant de conclure que « si une personne tente de contaminer les autres avec son homosexualité, l'État doit intervenir ». On voit qu'il n'y a pas que des plombiers en Pologne. Il y a aussi des homophobes. Et l'un d'eux dirige le

Brevés de combat

Un monde plus que parfait



Photo Sophie Garcia



Photo Sophie Garcia



Photo Sophie Garcia

IL NE FAUT PAS essayer de nous la faire à nous, militants antifascistes : notre particularité est de cultiver la mémoire. Qui a oublié les propos nauséabonds véhiculés il y a quelques années dans un édito de *National hebdo* (Fhaine) : « Il ne faut pas traiter l'immigration au coup par coup, mais y répondre avec l'efficacité des rafles » ? Ce torchon l'avait rêvé, les Villepin-Sarkozy-socdems le font. Dans un premier temps, le discours est passé de « la France doit se défendre contre sa mise en danger par les étrangers » à la « tolérance zéro » au « recours au Karcher pour nettoyer les banlieues » à l'éloignement de « juges trop laxistes » jusqu'au petit fonctionnaire de police qui a osé dénoncer les dernières pratiques anti-expulsions musclées. Depuis la fin du printemps dernier, nous sommes entrés dans la phase active : il ne se passe plus une semaine sans que des rafles soient organisées, pilotées par les forces de police, revendiquées par des élus de gôche comme de droite, devenues de plus en plus violentes, radicales et incontrôlables (ou peut-être trop bien contrôlées).

Aujourd'hui, les étrangers en demande d'autorisation de présence sur le territoire sont directement jugés dans les locaux de la police de l'air et des frontières, nouvellement transformés en « tribunaux ». Chaque jour, au centre de rétention de Coquelles (Pas-de-Calais), 15 à 30 personnes passent devant des pseudo « juges » avant d'être expulsées en tant que « délinquants ». À St-Denis, en mai dernier, CRS et policiers prennent d'assaut un campement de Roms et menottent des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants puis les photographient. Ça doit rappeler quelques bons souvenirs à de vieux nostalgiques. En parlant de rafles, en juin à Aubervilliers, suite à une plainte de la mairie communiste, 43 familles sont expulsées d'un immeuble voué à la démolition. Depuis les incendies d'hôtels insalubres et pourris, on assiste dans Paris à un tsunami d'expulsion sd'étrangers qui sont d'ailleurs, la plupart du temps, en situation régulière. Dernièrement, des collectifs de familles d'habitants expulsés d'un immeuble de la rue Jean Jaurès, ayant occupé un gymnase, en ont été encore été expulsés. Venus demander des comptes au maire, de passage électoral dans le quartier, « Si vous n'êtes pas contents, sortez : ces actions sont faites par une minorité et je ne veux pas

lui donner raison, car je suis la majorité ! » Trop tard : c'est dit !

Face à cette ambiance nauséabonde soutenue par un discours de haine et d'exclusion, les tribunaux commencent à être encombrés par les affaires mettant en cause des policiers; les politiques n'ayant visiblement pas de comptes à rendre à la justice. Elles vont du simple racket de recel de téléphones portables saisis dans les commissariats, aux violences perpétrées sur les sans-papiers, les Roms et, de plus en plus, sur la nouvelle cible incarnée par les prostituées, depuis la promulgation de la loi sur le racolage passif. Neuf policiers ont dernièrement été mis en accusation au tribunal de Bobigny pour viol sur des prostituées. Pourtant, leur chef ancien commissaire de Saint-Denis, leur avait conseillé de reconnaître au moins la fellation, en échange de sa clémence. Mais, ce « petit deal entre amis » n'était pas du goût de l'IGS qui a déposé une plainte. Finalement, il en est ressortis que « les victimes étaient consentantes »...

Sur les 9 accusés, seulement 3 ont été révoqués, les 6 autres bénéficient d'un délai. Pourtant, depuis 2001, de source officielle, le commissariat de Saint-Denis a comptabilisé 30 mises en examen, alors que quasiment encore personne n'est passé devant le tribunal. Sept affaires sur dix confiées à l'IGS ont été classées sans suite. Quand les flics jugent des flics... De plus, la Commission nationale de déontologie de la sécurité devrait bientôt disparaître, faute de crédits alloués : il ne lui reste que 510,77 euros pour finir l'année 2005. Dommage, car il s'agit du seul organisme indépendant encore habilité à déposer des plaintes pour manquement à la déontologie policière. Or, en avril, le gouvernement a décidé d'amputer son budget de près de 20 %. D'ailleurs, il s'en fout, le pouvoir : quand il ne peut pas faire passer une loi, il a recours aux ordonnances et quand une institution dérange : on lui coupe les vivres. C'est simple et efficace. Ensuite, il ne reste plus qu'à ressortir l'artillerie de campagne pour rafler les délinquants en tous genres, les prostituées et les étrangers étrangers, qui semblent, pourtant, si utiles à l'économie et à ses profits.

Patrick Schindler

groupe-claaaaash@federation-anarchiste.org

Sources : présence militante sur le terrain, Que fait la police de Maurice Rajfus et Charlie Hebdo

Aujourd'hui comme hier

la police rafle

« Il est temps que la peur change de camp!
Il est temps que de la haine entre les "races"
on passe à la solidarité de classe,
à la guerre des exploités contre les exploités.
Il est temps de se lever et de se mettre en marche. »

Y. Peirat.

DEPUIS TROIS MOIS, Paris est témoin de rafles policières dans ses quartiers les plus populaires. Or, si déjà le contrôle isolé d'un individu est contestable et ne doit pas être banalisé dans le respect de la liberté de circulation de chacun, les opérations « karcher » du gouvernement français rappellent étrangement la France pétainiste.

Barbès, Couronnes, Stalingrad, Belleville, Ménilmontant, Château-d'Eau, gare du Nord, porte de Clignancourt, etc., tous ces quartiers ont connu le même scénario. Un périmètre est bloqué par la police sur réquisition du procureur, et l'opération commence: les flics investissent les boutiques et les cafés, raflent au faciès tous ceux qui ne font pas « France bon teint », et les tassent dans des cars en direction du dépôt de la Cité. Ou encore, il y a quelques jours, déploient un important dispositif policier sur les coups de 5 heures du matin autour d'un foyer, et interpellent tous ceux qui partent bosser, jusqu'à 10 heures du matin environ. Ceux qui pourront fournir un titre de séjour seront libérés; les autres, pour chaque rafle par plusieurs dizaines, seront transférés en centre de rétention dans l'attente d'un passage devant une justice collaboratrice de l'État. Renvoyés dans leur pays, beaucoup risqueront leur vie à leur retour.

Si certains ont pu bénéficier d'un avocat solidaire, la plupart ont été défendus par des avocats commis d'office souvent ignorants du droit des sans-papiers, voire indifférents, et qui ne venaient que confirmer la position de l'avocat de la préfecture. Combien d'avocats ont dénoncé ou même mentionné dans leur plaidoirie les méthodes d'interpellation?

Il y a un mois, sur une des rafles effectuées à Château-d'Eau, figurait un membre du 9^e collectif. La mobilisation du collectif et de ses solidaires a été intense jusqu'à sa libération mais ne s'est pas arrêtée là, car si cet homme n'est pas tombé dans l'oubli, que dire de toutes ces personnes arrêtées dans l'indifférence la plus totale pendant tout l'été et encore à l'automne? Indifférence entretenue par les médias complices d'un pays de plus en plus policier et bien plus préoccupé par les frasques politiques.

En multipliant les rassemblements dans les quartiers visés, le 9^e Collectif a montré la nécessité de s'organiser. En dénonçant à voix haute ces rafles, il a permis de galvaniser la population visée, et c'est ainsi que le 5 octobre, alors que la police opérât de nouveau à Château-d'Eau, une soixantaine de personnes ont manifesté spontanément et violemment, interrompant ainsi l'opération.

Restons mobilisés et combattons le bruit des bottes par tous les moyens: agissons, désobéissons!

Hanlor



Photo Sophie Garcia



Photo Sophie Garcia



Licencier

stratégie d'entreprise

POURQUOI une entreprise réalisant des bénéfices, parfois jamais égalés, licencie-t-elle? Voilà une question que beaucoup de gens se posent. Car, après tout, sachant qu'il y a énormément de chômeurs dans nos diverses sociétés, cette pratique étant loin d'être seulement française, les entreprises ne devraient-elles pas embaucher plus de personnel pour fournir du travail à ses « concitoyens »? Vu ainsi, une personne ayant le souci de la collectivité ne comprend pas ce phénomène.

Pourtant, il s'agit d'une stratégie totalement cohérente, et qui répond simplement aux exigences des nos systèmes économiques. Tâchons de l'expliquer.

Nos économies sont basées sur la propriété privée des moyens de production et sur le marché (autrement dit, ce sont des « capitalismes »), ce qui signifie que la gestion est faite par les propriétaires qui doivent faire face à la concurrence des autres entreprises. Donc, chaque entreprise doit vendre à un prix maximum, inférieur ou égal à celui de ses concurrents sur le marché, tout en produisant à un coût minimum. Un concurrent pouvant, à tout moment, devenir plus compétitif et donc

s'approprier le marché, chaque entreprise doit anticiper une concurrence éventuelle et constamment être à la recherche de productivité, c'est-à-dire qu'elle doit être apte à produire un maximum pour un coût minimal. Par conséquent, la recherche de la productivité devient la raison première de l'économie, et le bien-être de l'humanité est mis au second plan.

Voilà la cause des licenciements évoqués en début d'article: soit on vire des salariés et on paye ceux qui restent avec un même salaire et plus de boulot, soit on délocalise là où la main-d'œuvre est beaucoup moins chère, soit on vire et on remplace par des machines. Cela n'a rien de nouveau. Cependant, on observe depuis les années soixante-dix une accentuation de ce phénomène.

Durant les « Trente Glorieuses » (de 1945 à 1973 environ), la politique économique était plutôt de type keynésien, ce qui se caractérisait notamment par des taux d'intérêts faibles pour inciter l'investissement et donc la consommation et la création d'emploi. Mais Keynes analysa ce fonctionnement économique à une époque où le commerce extérieur était peu développé; la montée des échanges internationaux qui suivit la Seconde Guerre mondiale en montra certaines limites.

Le choc pétrolier témoigna au monde entier de l'importance prise par ces échanges et du fait qu'on ne pouvait plus revenir à une économie davantage axée sur le national, sans remettre en cause l'indispensable croissance, à laquelle ils ont tant contribué (pour les capitalismes, pas de croissance signifie pas de profits, pas de profits signifie la mort des entreprises et donc de l'économie). En effet, un faible taux d'intérêt incitait à emprunter auprès des banques, mais créait aussi de l'inflation en augmentant la masse monétaire (M. X a mille euros sur son compte, la banque prête les mille euros à Mme Y pour qu'elle investisse dans une machine pour son entreprise. Elle payera donc M. Z qui recevra ces mille euros, donc mille euros pour M. X qui les a toujours sur le papier, et mille autres pour M. Z, donc mille euros en plus dans l'économie et créés à partir de rien, ou presque, la monnaie a donc moins de valeur,

et les prix augmentent pour égaler leurs précédentes valeurs, en très gros...). Dans de telles circonstances, d'un point de vue international, il devient plus cher d'importer (le dollar valait cinq francs, puis, suite à l'inflation, passe à six francs, un produit à dix dollars passe donc de cinquante à soixante francs). Mais nous nous égarons loin du problème des licenciements me direz-vous.

L'économie devenue dépendante des importations, il a fallu, pour préserver ce système, freiner l'inflation, la rendre beaucoup moins forte. Pour cela, il a fallu augmenter le taux d'intérêts pour décourager l'emprunt bancaire. Mais les entreprises devant toujours devenir plus productives, il fallait investir et donc trouver des fonds dont elle ne disposait pas forcément. Elles ont donc eu recours, bien plus qu'avant, à l'actionariat. Les actionnaires, plutôt que d'épargner, placent leur argent afin d'acquérir un meilleur rendement (et si possible, au plus vite). Alors, qu'importe de créer des chômeurs, on licencie pour être plus rentable, on remplace les gens par des machines qui, à court ou long terme, seront rentabilisées, ou bien on vire pour produire là où la main d'œuvre coûte moins chère, ou on licencie et accentue le rythme de travail, bref, tout devient bon pour faire du bénéfice.

Mais que faire alors? Il est clair que les « propriétaires » ont un rapport antagoniste avec leurs employés, et qu'il faut donc lutter, mais pas seulement dans son coin. La lutte doit, plus que jamais, devenir internationale, et de manière coordonnée pour être réellement efficace.

Pour finir, voici un axe de réflexion pour les luttes à venir. Avant les événements de 1936 en Espagne, lorsqu'une personne se faisait licencier, aucune autre ne se présentait pour être embauchée à sa place, ce qui obligeait l'employeur à réembaucher le licencié. Pourtant le chômage ne manquait pas, mais on s'entraidait, parfois jusqu'à partager sa propre maison avec une autre famille. À méditer...

Tit Nathan Débile
groupe Idées noires



Photo Daniel Maunoury

États-Unis

Délire sécuritaire

La réélection de Bush a eu un effet très dépressif aux États-Unis sur nombre de personnes, surtout de gauche. Beaucoup parlent de s'installer en Europe, en France, ou bien de partir au Canada. Une opposition s'était formée après la première élection de Bush, notamment avec la seconde guerre contre l'Irak et le film de Michael Moore. Malgré cela, Bush a gagné.

Curtis Price vit à Baltimore où il a lancé un journal de rue, *Street Voice*. L'entretien publié ici provient de l'émission « Chroniques rebelles » animée par Christine Passevant sur Radio libertaire avec la participation d'Anne et Henri Simon. Diffusion du 27 août 2005.

Et il paraît que les anges existent

Curtis Price: Le système électoral est très complexe, mais la victoire de Bush, à peu de voix près, ne fait aucun doute en dépit de l'économie en crise et de la guerre en Irak. [...]

Chroniques rebelles: Qu'en est-il de la campagne de Kerry et des démocrates?

Curtis Price: Une vaste manipulation, avec l'insécurité et un sentiment de classe. Kerry a personifié le candidat politique le plus fortuné depuis George Washington, le premier président des États-Unis, marié, comme Kerry, à une femme du même milieu. Les républicains ont habilement communiqué là-dessus en présentant Kerry étudiant dans une université française, buvant du vin français, autant d'attitudes anti-américaines. Des rumeurs qui ont très bien marché dans la classe ouvrière. Bush vient plus ou moins du même milieu, riche et privilégié, mais il a cultivé l'image d'une personne ordinaire, avec les sentiments, les valeurs et préoccupations de tout le monde.

Chroniques rebelles: C'est un cow-boy?

Curtis Price: Une image fabriquée. Il a acheté son ranch un an avant sa première élection, s'y fait photographe et filmer avec toute la pano-

plie du cow-boy. C'est un studio de cinéma. L'équipe de Kerry a pensé qu'avec les sites Internet, les listes e-mail, les milliers de messages aux sympathisants, le succès du film de Michael Moore, les bouquins critiques de la politique de Bush, il était possible de remporter ces élections. Mais rien ne remplace les rencontres avec la population, aucun des substituts au dialogue direct n'a marché. Dans les villes, les liens sont fragmentés. C'est l'individualisme et l'isolement.

En revanche, l'équipe de Bush s'est appuyée sur les églises, les équipes sportives – groupes très actifs aux États-Unis –, par exemple avec l'idée d'un référendum pour ou contre le mariage gay. Ils ont représenté la garantie des valeurs morales. La dernière campagne électorale a été un référendum sur la capacité d'Internet à mobiliser l'électorat. C'est un échec pour les démocrates, convaincus de représenter la classe créative, techniquement sophistiquée, vivant dans les villes et communiquant par Internet. Car où se place la majorité de la population qui n'appartient pas à cette élite? Nulle part. Bien que les républicains ne soient guère préoccupés par la classe ouvrière et que les démocrates parlent de nécessité de réformes sociales, la vision de Kerry est plus effrayante que celle de Bush qui n'a jamais mis en avant cette classe créative,



l'industrie de la musique, de la mode ou Internet, etc. Cet aspect de l'économie, qui paraît très élitiste aux travailleurs, a été un élément de rejet. Les États-Unis sont une société très précaire où les gens craignent pour leur sécurité personnelle. Cela a joué en faveur des républicains.

Chroniques rebelles: Concernant la guerre en Irak, Kerry ne s'est jamais déclaré contre...

Curtis Price: Absolument. Là aussi, d'une certaine manière, Kerry est pire que Bush. Il voulait réhabiliter une alliance avec l'Europe pour envahir l'Irak et y garder le pouvoir. Bush a rompu l'alliance avec les Nations unies et, sur ce point, il est un moindre mal. Kerry aurait renversé la situation et légitimé l'occupation.

Chroniques rebelles: Quelle est la situation actuelle à Baltimore?

Curtis Price: Baltimore est une ville ouvrière, à majorité noire. Comme pour la plupart des villes industrielles, depuis trente ans, l'industrie en a disparu. Baltimore avait la plus grande usine métallurgique avec 30 000 salariés dont le nombre est tombé à 3 000 et, récemment, les dernières usines automobiles ont fermé. Les anciens emplois, plutôt bien payés, ont été remplacés par des emplois précaires et non qualifiés dans le secteur des services: hôtels, restaurants, hôpitaux, entretien. Les quartiers ouvriers de Baltimore sont dominés par le marché de la drogue qui s'est substitué aux anciens commerces.

Une estimation donne de 30 à 40 000 consommateurs de drogue, héroïne et cocaïne. L'économie parallèle de la drogue est considérable. La population survit à peine, et beaucoup s'en tirent grâce au trafic, direct ou indirect, de la drogue. Dans les quartiers pauvres, ces revenus déstabilisent et affaiblissent les liens sociaux, augmentent la peur, le crime et la violence tout en représentant une ressource parallèle. La situation est extrêmement grave à Baltimore, et c'est la même à Detroit, Chicago, Philadelphie ou New York.

Chroniques rebelles: Et les lois d'exception dans ces quartiers?

Curtis Price: Dans beaucoup de villes, depuis dix ans, certains quartiers ont été déclarés zones antidrogue, espaces où les libertés civiles n'ont plus cours. Deux ou trois personnes stationnant dans la rue sont arrêtées par la police. [...] L'idée est de vider la rue. [...]

Chroniques rebelles: Quelles sont les conséquences sur la vie quotidienne?

Curtis Price: À Baltimore, la violence des trafiquants représente une moyenne d'un meurtre et six fusillades par jour. Les habitants, qui ont peur de sortir le soir, rentrent directement du travail chez eux et y demeurent

derrière des barrières et des systèmes d'alarme. Les bars ont tous fermé. [...] Tous ces facteurs, et surtout la peur, conduisent à l'atomisation de la population. Un homme vivant dans un de ces quartiers m'a raconté qu'il prenait dorénavant des précautions pour sortir. Il traverse la rue pour éviter de croiser deux personnes sur le même trottoir. [...]

Chroniques rebelles: Si l'on compare les salaires minimum aux États-Unis et en France, comment s'en tire la population?

Curtis Price: Toute la famille travaille, les gens ont plusieurs jobs.

Chroniques rebelles: Pas de Code du travail?

Curtis Price: La réglementation est minimale. On ne peut pas travailler plus de 16 heures par jour, mais on peut travailler 16 heures par jour 7 jours par semaine. Les employeurs doivent payer des heures supplémentaires à partir de 40 heures par semaine. [...] Dans les entreprises sans syndicats, les seules lois sont celles de la discrimination par l'âge, la couleur, le sexe, etc. Pour un employeur qui traite différemment ses employés – les jeunes et les vieux, les Noirs et les Blancs, les femmes et les hommes –, il existe des lois qui pénalisent ce type de traitement. [...]

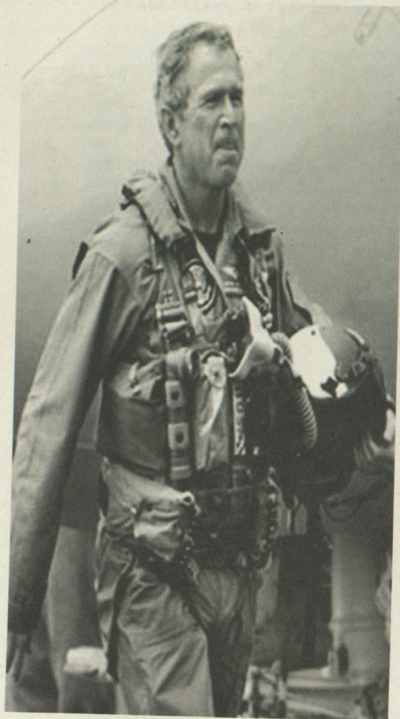
Chroniques rebelles: Qu'appelle-t-on sécurité sociale aux États-Unis?

Curtis Price: Le système dépend des différents États, bien qu'il existe un système national d'assurance retraite, appelée sécurité sociale qui n'a rien à voir avec la version française. C'est une pension minimale, basée sur un nombre de trimestres travaillés. Il faut travailler beaucoup de trimestres dans une période de dix ans pour obtenir une modeste pension de base. [...] Mais le système privé de pension a presque complètement disparu, remplacé par les stocks options. [...]

Chroniques rebelles: Autrefois, en cas de maladie, les remboursements étaient assurés par l'entreprise?

Curtis Price: C'est compliqué. L'assurance minimum, Medicaid, est une allocation de l'État qui concerne peu de personnes. L'employeur n'est pas dans l'obligation de garantir une assurance maladie privée. La plupart des salariés ne sont pas couverts par l'assurance maladie de leur entreprise mais ne bénéficient pas de l'assurance minimum car ils travaillent. Ils n'ont souvent aucune assurance et les soins médicaux sont entièrement à leur charge. Dans le cas de maladies graves et d'hospitalisation, c'est l'endettement à vie qui atteint parfois des milliers de dollars et les gens perdent leur maison, tout. [...]

Les retraités, qui bénéficient de la pension nationale, peuvent obtenir après 65 ans l'assu-



rance maladie minimale. Mais l'assurance maladie est à la charge des salariés. De moins en moins d'entreprises offrent une assurance maladie, trop coûteuse notamment pour les petites entreprises. [...]

Chroniques rebelles: Sur le plan du déficit et de la dette extérieure?

Curtis Price: Le problème est repoussé à un futur lointain. La dette accumulée est amplifiée depuis des décennies, tant par les gouvernements démocrates que républicains qui manipulent les chiffres et empruntent en utilisant les fonds de pension comme caution. [...]

Chroniques rebelles: Penses-tu que cet état de guerre permanente, contre l'Irak aujourd'hui, l'Afghanistan auparavant, est une manière d'éviter d'affronter la crise et les problèmes sociaux?

Curtis Price: Oui et non. Les gens sont préoccupés par la guerre, mais la société états-unienne n'accorde guère d'attention aux enjeux sociaux. La guerre en Irak n'est pas utilisée pour éviter de parler de l'économie, mais elle a un effet certain sur celle-ci. [...]

Chroniques rebelles: Est-ce lié à la question de l'hégémonie des États-Unis dans le monde? Au complexe militaro-industriel? Le gouvernement, qu'il soit démocrate ou républicain, est-t-il dans une logique guerrière de fuite en avant?

Curtis Price: La crise de l'armée vient des solutions techniques. La technologie de pointe remplacerait, selon les militaires, la baisse du nombre de soldats sur le terrain: armes sophistiquées permettant à un seul soldat de faire ce qui, auparavant, en nécessitait une centaine. Tout se passe sur ordinateur comme un jeu vidéo. [...] Mais la réalité est autre en Irak, la guerre nécessite des soldats au sol. La situation est grave car il est impossible de rétablir la conscription, cela soulèverait une opposition gigantesque. Les militaires manquent de troupes. Pour les deux années à venir, l'enjeu est important car il y a peu de candidats. Le sentiment patriotique de l'après 11 septembre a disparu, en particulier chez les femmes et les Noirs. [...] On compte actuellement 5 500 désertions, et des mercenaires sont employés en sous-traitance par l'armée.

[...]

Chroniques rebelles: Autre problème grave: la dégradation des services publics.

Curtis Price: Le système éducatif est en crise. Il devient difficile de poursuivre des études à l'université en raison de la diminution des bourses. Contrairement à beaucoup de pays en Europe, les études universitaires ne sont pas gratuites et les bourses sont dérisoires. Les étu-

dants empruntent pour payer leurs études. [...] L'autre problème concerne la qualité de l'éducation. Une tendance anti-scientifique et des idées anti-évolution prévalent dans certains domaines du système éducatif. [...] Avec l'idée pernicieuse que les questions scientifiques sont complexes et que la théorie de l'évolution ne peut pas tout expliquer. Donc, on ne peut exclure les explications religieuses. L'évolution ne représenterait qu'une des très nombreuses théories, alors comment dire si elle est plus juste qu'une autre. [...] Comment les États-Unis vont-ils résoudre cette contradiction? [...] 80 % de la population est convaincue de l'existence des anges et de pouvoir entrer en contact avec eux. La régression est manifeste.

Chroniques rebelles: S'il y a une telle dégradation du système éducatif, comment assurer le niveau technologique?

Curtis Price: La plupart du temps, grâce aux étudiants étrangers, notamment dans les domaines de l'ingénierie, de la physique, des mathématiques. La majorité des étudiants viennent d'Asie, d'Inde, de Chine et veulent accéder à une éducation spécialisée. Ils s'installent ici car les salaires sont attractifs. Mais si les salaires se rééquilibrent, si le niveau de vie augmente dans leur pays d'origine, ils n'auront aucune raison de rester et cela provoquera une crise sans précédent. [...]

Chroniques rebelles: Tu penses qu'il y a un déclin de la puissance états-unienne dans le monde?

Curtis Price: Cela dépend des critères utilisés pour en juger. Au plan politique, le pays est plus isolé qu'il ne l'a jamais été, même si son avance technologique et militaire lui donne un avantage considérable. Politiquement, les États-Unis sont de plus en plus critiqués dans le monde, et leur image est au plus bas. La contradiction entre la puissance militaire et l'image négative du pays va s'accroître les prochaines années. [...]

Chroniques rebelles: L'opposition est-elle uniquement anti-Bush ou y vois-tu un début de critique du système?

Curtis Price: C'est surtout une opposition anti-Bush. Sa personnalité fait de lui un des présidents les moins aimés. Mais cela ne paraît pas entraîner une réflexion sur le système.

Chroniques rebelles: Que devient Street Voice?

Curtis Price: Street Voice existe toujours comme journal.¹ Plus de gens y participent, écrivent des articles tandis que l'association n'a plus l'importance du début. Selon les standards états-uniens, Street Voice a eu un certain succès, même si je n'aime pas utiliser ce terme. Depuis douze ans, beaucoup s'identi-



fient avec le message, se sentent concernés pour distribuer le journal. La base est aujourd'hui plus importante alors qu'il y a moins de personnes physiquement engagées. *Street Voice* continue avec le soutien des gens. J'ignore s'il y aura la publication d'un second volume de *Street Voice* en français.

Chroniques rebelles: À combien d'exemplaires le journal est-il tiré?

Curtis Price: Cinq mille exemplaires, distribués dans les centres de traitement de la drogue et les cliniques de la méthadone de Baltimore. Souvent les personnes veulent s'abonner parce qu'ils ont trouvé un numéro dans des lieux où nous ne déposons pas le journal. Les lecteurs déposent eux-mêmes des exemplaires ailleurs. Quand nous en laissons un paquet dans une clinique de la méthadone, ils sont récupérés et distribués dans d'autres endroits. Le nombre de lecteurs est probablement supérieur aux journaux distribués.

Chroniques rebelles: Est-ce qu'il a un noyau de personnes actives dans le journal?

Curtis Price: Je fais la mise en page et je coordonne, deux ou trois autres personnes écrivent régulièrement, cinq ou six autres nous rejoignent occasionnellement. Il y a aussi tous ceux et celles qui envoient des articles, mais dont je ne sais rien. Je ne les rencontre jamais, peut-être est-ce des connaissances. En tout cas, ils envoient de très bons articles. Parfois certains disparaissent. L'un d'eux, American Dreamer, qui écrivait régulièrement des articles virulents contre Bush et la guerre

(voir le livre en français), s'est malheureusement tourné vers la religion et a cessé de participer au journal. Je lui ai demandé des articles par courriel et j'ai reçu une prière en retour. Cela arrive souvent.

Chroniques rebelles: Les articles sont-ils censurés?

Curtis Price: Non, sauf les articles religieux. Les autres racontent ce que les gens vivent ou sentent au quotidien, et je n'ai rien à censurer.

Chroniques rebelles: Quelle est la situation des groupes révolutionnaires aux États-Unis?

Curtis Price: Les révolutionnaires de gauche se cantonnent dans de petits groupes. Cela ne représente certainement pas plus de quelques milliers de personnes dans tout le pays. Le plus grand groupe d'extrême gauche orthodoxe, un groupe semi-trotskiste, ne comporte que mille membres et c'est certainement le plus important. Les anarchistes sont plus répandus mais ne sont pas organisés. Il n'y a pas de fédération au niveau national. Ils sont surtout actifs au niveau local. Les groupes se forment et disparaissent. Dans les grandes villes, une librairie anarchiste fournit des informations, sert du café et a une certaine présence, mais cela touche plutôt des convaincus.

Le phénomène est intéressant concernant le mouvement contre la globalisation. Après le 11 septembre, le mouvement antiglobalisation a disparu, sans doute à cause de l'ambiance nationale et de la dérive à droite qui a mis le mouvement en sommeil. Le mouvement a refait surface au moment de la menace immi-

nente de guerre contre l'Irak. Il a alors basculé dans le mouvement antiguerre. D'immenses manifestations ont eu lieu dans tout le pays, ce qui a laissé croire à une résurgence du mouvement contre la guerre au Vietnam. Mais, dès le début, le mouvement était passif, composé de personnes plutôt effrayées par la situation. S'il avait continué, peut-être les choses auraient-elles changé.

Ces manifestations rassemblaient un nombre impressionnant de participants, mais sans les questions politiques ou la colère. Les banderoles affichaient: « Chirac président des États-Unis », aussi incroyable que cela puisse paraître, ou encore: « Faites du thé, pas la guerre », ou « Cultiver de l'herbe, pas des missiles ». Des slogans sans revendications sociales ou politiques. Et quand la guerre a commencé, le mouvement s'est brusquement arrêté.

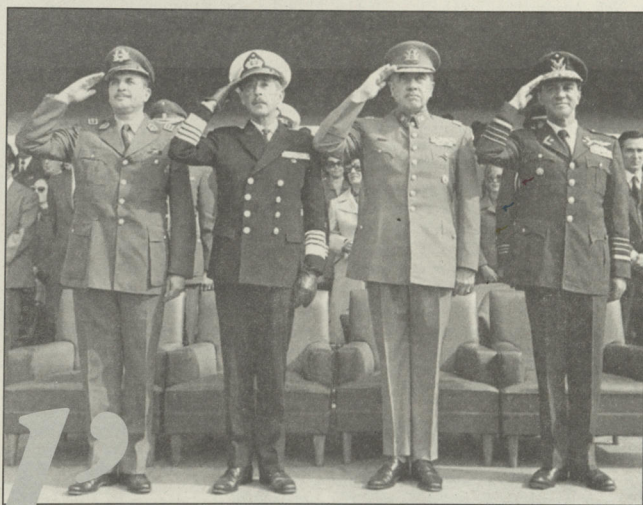
La dernière manifestation nationale contre la guerre, en été 2004, n'a rassemblé que deux mille personnes: des militants, des gens de gauche, malheureusement sans les jeunes et les étudiants, actifs des manifestations de l'année précédente. Cette manifestation était pitoyable et reflétait le manque de mobilisation. Depuis, il n'y pas eu d'actions significatives contre la guerre, peut-être dans quelques universités. Actuellement, il n'existe pas de mouvement national contre la guerre. L'ironie est que, dans le même temps, les sondages montrent que le sentiment d'hostilité contre la guerre s'amplifie parmi la population. Mais aucun mouvement n'existe actuellement.

1. *Street Voice. Paroles de l'ombre, Verticales, 2003, 170 p., 8,50 euros.*



Chili

Pinochet : assassin, menteur et voleur



Daniel Pinós

L'ANCIEN DICTATEUR, aujourd'hui âgé de 89 ans, qui s'est toujours présenté comme un exemple de probité, passe aujourd'hui au Chili non seulement pour un assassin, mais aussi pour un menteur et un voleur.

Le « caudillo » chilien voit la justice s'intéresser à sa fortune dont l'origine proviendrait des détournements de fonds massifs et du blanchiment d'argent. Le mardi 7 juin, la cour d'appel de Santiago a levé l'immunité attachée à la qualité d'ex-président d'Augusto Pinochet, ouvrant ainsi la voie à son jugement pour fraude fiscale et corruption. Dans la même journée, elle a en revanche prononcé un non-lieu concernant son inculpation pour les crimes commis dans le cadre du « plan Condor », plan concerté entre les dictatures sud-américaines pour éliminer les opposants dans les années 1970-1980.

Ce non-lieu, décidé à l'unanimité des trois juges de la quatrième chambre de la cour d'appel, a suscité l'indignation des défenseurs des droits de l'homme et des familles des victimes de la dictature militaire (1973-1990). Les magistrats ont invoqué la mauvaise santé du vieux « caudillo », estimant qu'il souffrait « de problèmes neurologiques qui le rendent incapable de se défendre dans une procédure légale ». « Pour les juges chiliens, il est inacceptable que Pinochet soit un voleur, mais ce n'est pas important qu'il soit un assassin », a

déclaré Eduardo Contreras, avocat des familles des victimes. « C'est comme si l'argent avait plus de valeur que le sang versé par des milliers de Chiliens », a réchéri M^e Contreras, qui a annoncé un recours auprès de la Cour suprême de justice.

Le général Pinochet avait été inculpé, le 13 décembre 2004, par le juge Juan Guzman, pour un assassinat et neuf disparitions dans le cadre du « plan Condor ». Pendant l'instruction, le juge Guzman avait dénoncé les pressions qui avaient été exercées sur lui, y compris par le gouvernement de la « concertación » regroupant une coalition de centre gauche, où les socialistes et les démocrates chrétiens sont majoritaires. Guzman avait déjà inculpé Pinochet en 2000 pour sa responsabilité dans l'enlèvement et l'assassinat de prisonniers politiques par la « Caravane de la mort ». Mais l'affaire avait été classée en 2002 par la Cour suprême qui avait invoqué « une démente légèreté » du général.

La fortune de Pinochet

En juillet dernier, le Sénat américain publie un rapport qui épluche en détail les comptes de la banque Riggs de Washington, tombée sous le coup de la loi américaine contre le blanchiment d'argent. Il révèle une fortune secrète de l'ancien dictateur aujourd'hui estimée à plus de 17 millions de dollars par le juge d'instruc-

tion Sergio Muñoz, en charge de l'affaire au Chili. Cette fortune est incompatible avec les revenus d'un ancien chef de l'État ou d'un ex-commandant en chef de l'armée. À son arrivée au pouvoir, après le coup d'État du 11 septembre 1973, Pinochet ne possédait qu'une modeste maison et une voiture.

Un rapport complémentaire du Sénat publié en mars dernier révèle qu'entre 1979 et 2004, Augusto Pinochet Ugarte a géré plus de 125 comptes bancaires sur le territoire américain, dans neuf institutions bancaires différentes. Des comptes ouverts à son nom propre, mais aussi sous douze faux noms (José Pinochet Ugarte, José Ramon Ugarte ou encore Daniel Lopez), notamment à l'aide de faux passeports, afin de dissimuler ses opérations et ses affaires. Certains membres de sa famille, des proches ainsi que de hauts gradés sont également impliqués. Leurs noms, leurs alias aussi, figurent dans le maillage bancaire qui compte aussi une dizaine de sociétés offshore dans des paradis fiscaux, les Bahamas et les îles Caïmans, et qui s'étendrait à d'autres pays : l'Argentine, Gibraltar, le Luxembourg, l'Espagne, la Suisse et le Royaume-Uni.

Le juge chargé de l'enquête a établi que, entre 1980 et 2004, Pinochet aurait commis des fraudes fiscales approchant les 9 millions

de dollars. Le magistrat a mis sous séquestre onze propriétés de l'ex-dictateur au Chili : des appartements et des villas à Santiago et dans les stations balnéaires de Vina del Mar et de Los Boldos.

« Toutes ces opérations sont typiques du blanchiment d'argent, et l'argent se blanchit quand son origine est illégale », estime l'avocate Carmen Hertz qui a déposé plainte contre Pinochet pour détournements de fonds et corruption. Une affirmation que soutient le Conseil de défense de l'État (CDE), à l'origine de la plainte contre Pinochet pour blanchiment d'argent. Même si l'organisme représentant l'État chilien face à la justice n'a pas encore pu le prouver dans ce cas : reste à connaître la provenance de l'argent. On sait pour le moment que l'ancien président et commandant en chef de l'armée de terre s'est allégrement servi dans les fonds secrets de l'État.

Le rapport américain souligne aussi que si Pinochet n'a jamais été condamné, des soupçons planent sur sa participation dans des trafics de drogue, de la corruption et des ventes d'armes. Ce qui est sûr, c'est que, entre 1984 et 2004, Pinochet a omis de déclarer sa fortune aux impôts, ce qui élèverait sa dette au fisc à plus de 5,7 millions de dollars. Or, la fraude fiscale se traduit au Chili par une amende de 50 à 300 % de la valeur non déclarée, et surtout par 5 à 10 ans de prison...

Le juge chilien Sergio Muñoz accuse Pinochet de six autres délits, notamment de faux et usage de faux, ainsi que d'obstruction à la justice, quand, en 1998, au lieu de respecter l'ordre d'embargo de ses biens, formulé par le juge espagnol Baltasar Garçon, il fait en sorte que sa fortune soit transférée vers une société off shore.

Sénilité et responsabilité

L'ancien dictateur a invoqué la sénilité depuis le début de ses ennuis avec la justice en 1998 à Londres, alors qu'il était menacé d'extradition vers l'Espagne par le juge Baltasar Garçon pour les délits de « génocide, tortures et disparitions ». Au bout de 503 jours passés dans une clinique londonienne, il était rentré à Santiago, se levant de sa chaise roulante à la sortie de l'avion, acclamé par ses partisans.

Le ministre anglais de l'Intérieur, Jack Straw, avait pourtant estimé son état de santé incompatible avec des procédures judiciaires. Depuis, au Chili, les affaires de violations des droits de l'homme contre l'ancien dictateur sont

classées les unes après les autres, malgré la persévérance de l'ancien juge Juan Guzman, aujourd'hui à la retraite.

L'argument de santé mentale déficiente sans cesse avancé comme ligne de défense est subitement battu en brèche par cet homme, âgé de 89 ans, qui a, au mois d'août, à la surprise générale, après une visite à sa femme Lucia Hiriart, écrit un communiqué de presse signé de sa main. « Face à la persécution dont sont l'objet ma femme, mon fils Marco Antonio et les principaux collaborateurs de mon gouvernement, je déclare assumer l'entière responsabilité des faits et nie toute participation de ma conjointe, de mes enfants et de mes proches collaborateurs. » Ce document signé ne devrait donc pas passer inaperçu dans les procédures en cours contre lui. Pour une fois, Pinochet se dit « responsable », ce qu'il n'avait encore jamais fait. C'est aussi la première fois qu'il assume la responsabilité des faits reprochés à ses collaborateurs.

La femme et le fils du dictateur inculpés

Alors que la secrétaire et l'exécutrice testamentaire de Pinochet sont déjà mis en examen, la famille de l'ancien dictateur risque gros. En sortant de son silence pour protéger sa famille et ses collaborateurs, l'ancien dictateur a pris la mesure des risques qu'ils encourent. Ces derniers ne bénéficient d'aucune immunité et encore moins de protection politique. Or, les charges sont lourdes. Lucia Hiriart, épouse du dictateur, a été libérée sous caution (pour une somme de près de 3700 euros), le 11 août, après vingt-quatre heures de détention dans un hôpital militaire. Complice présumée, elle est mise en examen pour fraude fiscale. Le juge d'instruction Sergio Muñoz, chargé depuis un an d'enquêter sur la fortune cachée de la famille Pinochet, estimée aujourd'hui entre 27 et 33 millions de dollars, l'accuse d'avoir contribué « à cacher des biens, et qui ont ainsi échappé à leur imposition ». Vu son âge, 80 ans, on pense déjà qu'une de ses tactiques de défense sera aussi de plaider la sénilité.

La femme de Pinochet n'a jamais fait une seule déclaration d'impôt : étant « femme au foyer », elle aurait omis de déclarer plus de 2,4 millions de dollars correspondants à ses comptes à l'étranger. Quant aux militaires mouillés, ils géignent. La question se pose : jusqu'où l'armée chilienne est-elle impliquée ?

La cour d'appel a refusé au fils cadet de Pinochet, Marco Antonio, la liberté sous caution. Il restera donc dans sa cellule de la petite prison de Capuchinos où il est détenu. Il est également mis en examen pour fraude fiscale et comme complice présumé. Le juge d'instruction l'accuse d'avoir participé à la gestion des fonds de son père depuis au moins 1980. Marco Antonio serait passé aux aveux sur l'ouverture des comptes bancaires à l'étranger, comptes ouverts avec son père grâce à un passeport considéré comme falsifié.





Bas les masques!

L'étau se resserre donc sur le vieillard qui pourra difficilement cette fois se cacher derrière sa supposée démençe, qui lui a permis d'échapper à nombre d'affaires concernant les droits de l'homme. Selon ses quelque soixante employés, interrogés sur ordre du juge, il s'avère que Pinochet commence sa journée par des exercices physiques et la lecture de quatre quotidiens, il mène des réunions avec ses collaborateurs, ses avocats, il va acheter des livres à la librairie. Et, jusqu'au 29 décembre dernier, il gérait lui-même l'ensemble du patrimoine familial. Difficile d'arguer la démençe.

La provenance de l'argent jouera donc un rôle clef dans ce dossier. Les avocats de Pinochet ont expliqué que ses comptes à l'étranger avaient notamment été alimentés par des donations effectuées pendant les 503 jours de détention de Pinochet en Angleterre, de façon à subvenir aux frais de défense de l'ancien dictateur. Si c'est bien le cas, la banque Riggs et les proches de la famille Pinochet devront alors expliquer comment ces donations ont ensuite été transférées de Grande-Bretagne aux États-Unis, les comptes bancaires de Pinochet ayant été gelés par la justice pendant cette période.

Ceux qui pardonnaient à Pinochet d'avoir violé les droits de l'homme en estimant qu'il avait fait de bonnes choses pour le Chili sur le plan économique lui ont tourné le dos.

Aujourd'hui, les familles des victimes de Pinochet exigent que toutes les sommes placées sous le nom du dictateur, ou au nom d'un des membres de sa famille, puissent être destinées à la réparation symbolique des crimes commis par la dictature. Au nom des milliers de victimes qui furent privées par la « camarilla » fasciste de leur vie, de leur liberté et de leur dignité. **D. P.**



Japon

Dans les couloirs de la mort

LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON sont les deux derniers pays du G8 à appliquer la peine de mort. Si le sujet est abondamment commenté à propos des États-Unis (principalement au sujet du Texas), il n'en est pas de même concernant le Japon. C'est un sujet que les autorités préfèrent garder secret.

Après une bonne dizaine d'années d'attente dans les couloirs de la mort, sur le coup des 8 heures, les pas des gardiens se font plus nombreux. Dans les cellules, les condamnés attendent leur heure dans l'incertitude la plus complète. Celle-ci vient ainsi, sans prévenir. Quand la porte d'une cellule s'ouvre et que les gardiens prononcent la phrase rituelle: « Le temps est venu », c'est un soulagement général dans les cellules voisines. Ainsi, c'est en catimini que sont exécutés chaque année nombre de prisonniers. Sans aucun écho médiatique.

De 1993 à 2003, 44 détenus ont été pendus. En 2003, les prisons japonaises comptaient 110 condamnés à mort. Parmi ceux-ci, il en fut un, Sakae Menda, qui attendit trente-deux ans dans le couloir de la mort... avant d'être innocenté! Tous n'ont pas eue cette « chance », et la mort met un terme à une longue attente, faisant suite à un procès souvent bâclé.

En règle générale, les conditions de détention au Japon sont difficiles. Elles sont carrément inhumaines pour ceux qui ont été condamnés à mort. Ils demeurent enfermés dans un isolement quasi absolu, avec pour seul contact au sein de la prison celui des gardiens (aucune relation avec les autres détenus). Ils passent leur temps dans une cellule de cinq mètres carrés, éclairée en permanence. Avec interdiction de marcher ou de se coucher. Assis, ils doivent se tenir dans une position réglementaire, adossés au mur. Interdiction leur est faite de parler, de chanter. Les rares visites et la correspondance sont retirées au contrevenant. Les récalcitrants ont les mains entravées dans le dos durant plusieurs semaines. Autant dire que nombre de détenus sombrent dans la folie.

La pendaison est déclenchée par quatre des cinq boutons prévus à cet effet. Sur lesquels appuient cinq gardiens. Ce qui laisse penser à chacun d'entre eux qu'il n'a pas donné la mort. En effet, il n'y a pas de bourreau attiré au Japon.

La situation n'est pas prête de changer, dans la mesure où 75 % des Japonais demeurent favorables à la peine capitale. Et l'attentat au gaz sarin (mené par la secte Aouin) dans le métro de Tokyo, en 1995, n'a rien arrangé. Les Japonais ont une vision expiatoire de la mort, profondément ancrée dans leur culture. Malgré nombre de courriers et pétitions réclamant un moratoire sur les exécutions capitales, malgré les actions menées par des associations internationales des droits de l'homme, le gouvernement de Junichiro Koizumi (Parti libéral-démocrate) reste sourd.

Claude Nepper

Ma morale anarchiste

Lucio Urtubia

Les éditions Libertaires¹

LUCIO URTUBIA est né à Cascante (Navarre) en 1931. En 1954, après avoir déserté, il se réfugie en France et travaille comme ouvrier du bâtiment.

En 1957, c'est la rencontre de sa vie avec Francisco Sabaté, dit Quico, le célèbre guérillero anarchiste. Commence alors, pour financer la lutte contre Franco et l'impérialisme, une longue série « d'expropriations » (braquages), de « récupérations » de matériels divers (notamment d'imprimerie), de fabrications de faux papiers et autre fausse monnaie, d'enlèvements...

En 1979, il passe à la vitesse supérieure et fait imprimer pour plusieurs milliards d'anciens francs de faux travellers chèques. Ce sera le début des ennuis et de la légende car, devant l'ampleur et la qualité de l'arnaque, la First National City Bank en sera réduite à mettre un genou en terre et à « négocier ».

Ce livre, écrit par Lucio, nous conte tout cela. Cette saga d'aventures à la Robin des Bois tapissée de rencontres avec les GARI, des militants d'Action Directe et d'ETA, Che Guevara, des voyous, des ministres...

Mais ce livre nous conte également le pourquoi de tout cela. C'est-à-dire l'essentiel.

Car contrairement à ce qu'on pourrait croire, en effet, Lucio n'est pas un voleur.

Oh, certes, il n'a cessé de commettre des vols. Mais pas un seul centime n'a été dans sa poche. Tout était pour la cause. Pour des groupes d'action. Des syndicats. Des caisses de grève. Pour aider des prisonniers... Mieux, toute sa vie, pour gagner son pain, Lucio a travaillé comme maçon.

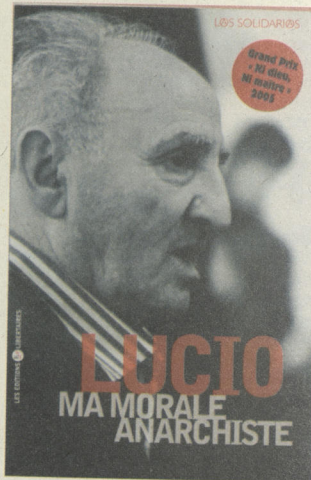
C'est ce qu'il appelle sa morale anarchiste.

Une morale qui est aussi la notre tant il est vrai que dès lors qu'il n'y a pas de profit personnel et que tout va à la révolution, voler les riches n'est pas du vol mais un devoir.

Dans ces conditions, c'est peu dire que le fait que ce livre ait obtenu le « Grand Prix Ni Dieu ni Maître 2005 » est tout sauf... du vol !

Maylis O'Brian

(1) 176 pages, 13 euros, en vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Paris, chèque à l'ordre de Publico, rajouter 10% pour le port.



Faits d'hiver

Ni dieu, Ni maître !

LES AUTORITÉS du royaume d'Arabie saoudite ont averti récemment tous les non musulmans étrangers résidants dans le royaume qu'ils risquaient d'être expulsés du pays s'ils ne respectaient pas les règles interdisant de boire, de fumer et de manger, du lever au coucher du soleil, pendant le ramadan.

Aucun média d'envergure n'a repris cette info.

Pourtant, on imagine le tollé si les autorités de la république française avertissaient les non chrétiens résidants dans la république qu'ils risquaient d'être expulsés s'ils...

De tout cela on pourrait retenir que selon qu'on a du pétrole ou non il est des choses qu'on peut faire ou non. C'est une évidence qui relève de la traditionnelle alliance entre le sabre et le goupillon !

Pour ce qui me concerne, outre la nécessité d'afficher un mépris sans faille à l'encontre des chiens de gardes médiatiques, on me pardonnera de préférer me cantonner à l'essentiel.

Et l'essentiel, c'est quoi ?

Sans aucun doute de se persuader que ce qui se passe aujourd'hui en Arabie saoudite pourrait, tout à fait, se passer chez nous, demain ou après demain.

N'oubliez jamais, toutes les religions monothéistes sont totalitaires dans « l'âme » et si on laisse ce genre de coq passer le seuil on le retrouve très vite perché sur le buffet.

Je vous laisse réfléchir là-dessus !

Jean-Marc Raynaud



Actualités du cinéma

Sorties



Heike Hurst

« **Paradise Now** » de Hany Abu-Assad raconte l'histoire de deux amis au chômage, Saïd et Khaled, interprétés par Kais Nashif et Ali Suliman, se cognant aux limites de leur espace de vie, au désespoir d'une existence où ils semblent être voués à l'humiliation et condamnés à l'inaction.

« Les attentats suicides déterminent l'image qu'on se fait des Palestiniens », dit Hany Abu-Assad. Sans simplifier la question et « justement parce qu'il désapprouve cette méthode », il a réalisé *Paradise Now*. Son film travaille contre ce cliché et traque sous le déguisement du porteur d'explosifs la dignité de la personne humaine.

Pour construire ses deux caractères, il a consulté un avocat qui avait défendu des auteurs d'attentats suicides qui s'étaient rétracés ou qui avaient eu la chance de ne pas exploser. Il réalise *Paradise Now* à Naplouse en pleine occupation israélienne; il y arrive en montant une coproduction avec l'Allemagne, les Pays-Bas, la France et Israël. Abu-Assad s'intéresse à ses personnages, à l'histoire de leur vie, à celle de leur famille et fait un tour complet de leurs motivations individuelles. Prêts à se sacrifier pour la cause palestinienne, à se faire sauter, semant la mort et la destruction, ils demandent candidement: « Qu'est-ce qui se passe après? » « Deux anges viendront vous

chercher », répond le haut responsable. Une jeune femme, Suha, Lubna Azabal, fille d'un combattant de la première heure, donc d'un héros et martyr tué par les Israéliens leur dit: « En faisant cela, vous justifiez la répression que vous dénoncez tant et dont vous êtes victimes. » Elle n'arrive pas à les faire changer d'avis. L'inéluctable s'accomplit: et puis non. Alors qu'ils ont été lavés comme s'ils étaient déjà morts, rasés de près comme pour une grande cérémonie solennelle, habillés de neuf comme de jeunes mariés, qu'ils portent un costume noir et ont une ceinture d'explosifs scotchée autour du corps dont il est impossible de se défaire, qu'ils sont amenés en territoire « ennemi », personne n'est au rendez-vous. Pour la première fois, ils sortent du chemin tracé par d'autres, ils réfléchissent sur l'enjeu de leur acte, se posent des questions sur l'attitude des responsables qui les désignent plus qu'ils ne leur proposent des choix. Abu-Assad pose son regard critique sur les chefs des organisations qui, à force d'envoyer des jeunes se faire exploser, sont devenus des gestionnaires de « martyrs » qu'ils fabriquent à la chaîne, de vrais commerçants de la mort sans états d'âme, aux antipodes d'un militantisme engagé.

Le film nous assaille d'images qui transmettent ces rituels codés et rodés. Saviez-vous



10^e Festival du cinéma allemand

Du 12 au 18 octobre 2005
Au cinéma L'Arlequin,
76, rue de Rennes, 75006 Paris

Panorama du cinéma allemand, des avant-premières: Sophie Scholl, les Derniers Jours des membres du réseau de la Rose blanche (*Die weiße Rose*), condamnés et guillotins pour faits de résistance contre Hitler en 1943. Ours d'argent et prix d'interprétation à Berlin pour Julia Jentsch, interprète de Sophie Scholl (13 octobre, 16h30 et le vendredi 14 à 20 heures); des documentaires phares dont un film accablant pour la politique russe en Tchétchénie *Corbeaux blancs* (*Weisse Raben de Trampe/Feindt*): 15 octobre à 14h30; «des néo-nazis et des punks anarchistes à l'origine», disent-ils dans le décupant *Skinhead Attitude* de D. Schweizer, 17 octobre à 14h30; le sound-track que vous n'oublierez pas, un voyage en musique autour du globe avec les percussions: *Touch the Sound*, de Riedelsheimer, 18 octobre, 14h30.

Pour marquer les dix années d'existence du festival, on peut revoir des chefs d'œuvre du cinéma allemand, de *M le Maudit* de Fritz Lang, 12 octobre à 16h30 en passant par *L'Allemagne en automne* (*Deutschland im Herbst*), film collectif où Rainer Werner Fassbinder se singularise par sa contribution, 14 octobre à 18h30, à *Malina* de Werner Schroeter, une œuvre rarement montrée avec Isabelle Huppert, scénarisée par Elfriede Jelinek d'après le livre de Ingeborg Bachmann, grande poétesse de langue allemande disparue tragiquement. 15 octobre à 16h30, 18 octobre à 20h30.

www.festivalcineallemand.com

qu'on peut acheter les vidéos où le candidat au suicide revendique son acte? Et nous apprenons que les vidéos de martyrs sont achetées bien moins souvent que les vidéos de collabos! La compassion pour Saïd et Khaled et leur famille nous prend à la gorge surtout quand les mères, Hiam Abbas est l'une d'elles, très souvent veuves d'autres épreuves, préparent – sans le savoir – leur dernier repas. C'est un film poignant sur cette prise de conscience, un film sur l'amitié entre Saïd et Khaled, et sur la fragilité des sentiments dans un moment de crise historique et de désorientation politique. Un film enfin qui oppose la magnificence des paysages de la Palestine à ciel ouvert aux intérieurs oppressants, métaphore de l'enfermement de toutes et tous à l'image du pays.

Moi, toi et tous les autres

(*Me and you and everyone we know*) de Miranda July.
« Celle en moi qui fait des films veut converser avec le monde entier », dit-elle. Avec ses très grands yeux bleus, elle joue Christine, qui a un penchant pour la couleur rose et les poissons rouges à qui arrivent des aventures épatantes... Comme tout un chacun, elle cherche à caser ses vidéos d'artiste, à les fabriquer aussi; elle écoute les personnes qui lui parlent, va comprendre les amours du troisième âge, tout en faisant le taxi pour survivre; elle ne ridiculise jamais les envies de collectionneuse d'une jeune fille de la « middle class » et se penche avec beaucoup d'humour sur les premiers émois d'écopiers de toutes les origines, classes et couleurs de peau confondues. Il y a un délicieux baiser d'un petit garçon noir de six ans à une dame d'un certain âge qui cherche à rencontrer une âme sœur sur Internet, il y a une main qui prend feu – et la tragédie n'est pas forcément là où on la devine –, il y a un oiseau de paradis sur un tableau de peintre de dimanche qui atterrit dans un arbre pour rejoindre le réel. Et puis un drôle de vendeur de chaussures et des pieds bizarres pour s'y mettre. Miranda July a réellement un sens de la poésie décalée qui regarde nos drôles de comportements, notre peur de déclarer nos sentiments ou notre inventivité sans bornes pour ne pas le faire. Sans mièvrerie, sans plaindre les pauvres malheureux qui sont privés d'amour et de sexe, elle s'attaque à nos lubies, et cela engendre des effets qu'il faut espérer contagieux. Peut-être parce que Miranda July a des multiples talents. Elle est vidéaste, fait des performances. Pour les besoins de son premier long métrage *Moi, toi et tous les autres*, elle est devenue actrice, puis scénariste de son film. Christine, qu'elle incarne à l'écran, est un phénomène. Elle poursuit l'élude de son cœur, mais aussi, avec un certain culot, la patronne d'une galerie qui ne veut même pas regarder ses cassettes de vidéo-performer. Mélange d'effronterie et de naïveté, Miranda July fait dans la vie la carrière que son personnage Christine a tant de mal à démarrer. Avec son film simple qui parle de choses compliquées, elle nous amuse

et nous surprend, ce qui n'arrive pas si souvent. *Moi, toi et tous les autres* a obtenu la moitié d'une caméra d'or à Cannes et a même du succès aux États-Unis, alors qu'il ressemble à nos petits films d'auteur faits de bouts de ficelle avec un très petit budget. À quoi tient ce succès inattendu? Peut-être à la justesse du regard de cette jeune réalisatrice qui capte la vie d'une banlieue ordinaire d'une petite ville américaine avec ses familles séparées, ses enfants désorientés, son centre commercial, son racisme ordinaire, la mal-bouffe et les obsédés sexuels qui n'en sont peut-être pas. Miranda July réussit à faire parler neuf personnes toutes différentes qui se rencontrent ou qui ne se rencontrent pas, qui cherchent et qui acceptent finalement l'autre avec ses lubies.

Be with me, de Eric Khoo

Sortie le 12 octobre. Un film de Singapour, c'est rare. Un film avec des « hommes remarquables », on a déjà vu. Mais un film où nous rencontrons une femme remarquable, qui, de plus, s'assume et vit seule, alors qu'elle est sourde et aveugle depuis ses 14 ans, c'est certainement rarissime. Quelle en devienne, de façon imperceptible, la personne la plus importante, voilà qui surprend et nous entraîne dans un trip de dégustation-déglutition proprement stupéfiant. Theresa Chan et le livre qu'elle a écrit en bouleversent plus d'un; elle n'est pas seule à alimenter *Be with me* en nourritures et culinaires et spirituelles. Elle intervient dans ce film constitué de quatre histoires à un moment capital pour plusieurs personnes. Révélateur et sismographe, elle sonde les cœurs et dit ce qu'elle ressent. Ses diagnostics débloquent de vieux mécanismes, délient les langues et permettent que les uns et les autres soient touchés et transformés par tout ce qui a pu se dire dans le plaisir de la découverte. *Be with me* crée un engourdissement fait de langueur et de lenteur. On s'attache au vieil épicier toujours amoureux de sa femme dont il n'arrive pas à faire le deuil, aux lycéennes et à leurs SMS, jusqu'à ce que le timbre très particulier de Theresa Chan ne nous permette plus de rester installés tranquilles dans la vie des autres... À l'opposé du titre du film, un tant soit peu possessif, *Be with me* (« Sois avec moi »), tous les personnages du film sont au-delà ou en deçà de cette déclaration globalisante. À leur manière, ils sont admirables de patience et ne redoublent de férocité que par entêtement amoureux. Ils ne connaissent point de fatigue en amour, cèdent en revanche au moindre découragement, d'où leurs angoisses existentielles qui se transforment si facilement en désespoir. Et s'il y avait une raison supplémentaire pour défendre ce film, la voici: toutes ces personnes écrivent des lettres! Les ordinateurs et leurs utilisateurs sont des copains de Hal et de 2001. Même Theresa Chan est reliée dans sa singularité à tout le monde. Elle est passeur de bonnes nouvelles.

Louise Michel



GÉRALD DITTMAR confirme.

Après ses excellents livres sur la Commune, il nous offre un magnifique ouvrage sur Louise Michel. Ce qui est impressionnant dans son travail, c'est la rigueur de la recherche, la précision des faits, la qualité des photos et la puissance de l'écriture. Il s'agit d'un document historique. Nous suivons de manière évocatrice et illustrée le déroulement des événements qui ont conduit à la Commune, depuis le contexte agité de la guerre catastrophique avec la Prusse jusqu'au départ pour la Nouvelle-Calédonie de Louise Michel et de ses compagnons de lutte.

Mais bien sûr il ne s'agit pas que d'une histoire de la Commune. Nous faisons connaissance avec la famille de Louise, qui vivait dans une sorte de petit château surnommé « la Ruine »! Ce qui paraît assez étrange, nous assistons à ses débuts en poésie. À première vue, nous sommes loin de la Révolution. Mais peut-être pas tant que cela... Un être humain est un tout!

Les pérégrinations de Louise, en tant qu'institutrice, s'avèrent des plus passionnantes. Elle débute en province et finit à Paris. Mais elle bouge beaucoup. Très vive et inventive, elle change facilement d'école, crée de nouvelles classes et des méthodes en rupture avec le XIX^e siècle.

Ce qui est frappant, c'est sa ressemblance avec certaines compagnes et compagnons d'aujourd'hui. Gérald Dittmar a très bien su nous le faire partager. Louise Michel est très moderne. Les thèmes qu'elle brosse, féminisme, droits du travail, révolution sociale, libération des peuples opprimés, antiracisme sont plus que jamais d'actualité. Cela aurait été un bonheur de lutter à ses côtés et même de se compter parmi ses amis.

Mais à chaque génération ses combats...

Nous avons à entretenir la flamme dont elle nous a transmis le flambeau. Jusqu'à la fin de sa vie, fidèle à ses idées, elle a parcouru

l'Europe, multipliant les conférences, développant les arguments de la pensée libertaire et montrant l'actualité éclatante de l'engagement farouche des Communeux.

Il lui a fallu passer par le bagne et la prison. Dans nos prétendues démocraties, il ne fait pas bon dénoncer la langue de bois, l'injustice sociale, la rapacité des gouvernants, encore moins de montrer du doigt la misère du peuple et la pourriture des prisons. Le bagne de la Nouvelle-Calédonie aura permis à Louise Michel, en raison des combats qu'elle dut y mener aux côtés des Kanaks, d'approfondir ses convictions anarchistes et d'atteindre une dimension internationale.

Elle reste pour nous le symbole de l'éternel combat pour la démocratie directe, en commençant par l'abolition de l'État et par l'instauration de l'égalité entre les femmes et les hommes. Merci à Gérald Dittmar de nous l'avoir si bien rappelé! S'il en est qui souhaitent poursuivre leurs investigations sur Louise Michel et la Commune, la bibliographie est copieuse, digne d'un véritable archiviste. Les dimensions historiques et politiques de ce livre sont telles qu'il mérite de devenir l'un des fleurons de nos bibliothèques.

Jacques Lesage de La Haye

Gérald Dittmar, *Louise Michel*, 30 euros, 377, rue des Pyrénées, 75020 Paris. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75010.

Saint-Étienne Salon du livre

NOUS AVONS SIMPLEMENT LE DÉSIR de présenter dans une Autre ambiance, d'Autres auteurs qui écrivent d'Autres livres parus chez d'Autres éditeurs.

Nous leur avons demandé de venir ici, à Saint-Étienne, ils ont répondu présents et ont décidé de tenter l'aventure avec nous.

Nous vous invitons à venir découvrir cet Autre univers pour, nous l'espérons, construire ensemble, un Autre futur.

Les syndiqués CNT de la Loire

Vendredi 14 octobre

- 15 heures: Rencontre avec Sylvie Knœrr autour de la biographie de André Arru, un individualiste solidaire, puis présentation du CIRA.

- 17 heures: Entretien avec Daniel Colson à propos de son livre *Islam et philosophie anarchiste*: trois essais de philosophie anarchiste.

Samedi 15 octobre

- 11 heures: Henri Merle nous lit ses œuvres.

- 12h30: Intervention de la chorale La Barricade: chants révolutionnaires.

- 15 heures: Débat animé par Mimmo Pucciarelli de l'Atelier de création libertaire sur les éditeurs alternatifs.

- 17 heures: Lectures par Roger et Brigitte d'écrits de Marius Jacob et de Dario Fo.

Dimanche 16 octobre

- 11 heures: Débat avec Guillaume Carnino au sujet de son livre *Pour en finir avec le sexisme*, et Marie-Claire Calmus auteure de *Intellectuel(le)?*

- 12h30: Apéritif musical par Didier du groupe Monsieur Bidon.

- 15 heures: Yves Giry nous parle d'amour, d'étoiles, de poésie et de révolution

Éditions AAEL, Éditions ACL, Éditions Acratie, Éditions Agone-Marginales, REPAS, Plein Chant, Éditions de l'Arbre Debout, Éditions de Paris-Max Chaleil, Éditions Spartacus, Éditions d'En Bas, Éditions Sansonnet, Éditions L'Échappée, Gatzuzain, Éditions de la CNT-RP, Éditions libertaires, Éditions du Monde libertaire, Éditions des Carnets du Dessert de Lune, Anartiste, Louis Arti Créations, Éditions La Question sociale, Éditions La Digitale, CIRA, Éditions Edito-Hudin, Éditions Tirésias, Éditions la Vache Folle, Egregores Éditions, Éditions Hors Commerce/Ginkgo, Éditions de l'Insomniaque, journal C.Q.F.D., Réfractions.

Autres invités: Bruno Baillon pour « Le Banané », Daniel Martinez pour « Carnets d'un intérimaire », Pierre Debuys pour « L'Impasse ».

Rennes : souscription pour un local

L'achat d'un local libertaire à Rennes est un projet de longue haleine, puisqu'il nous engage sur une quinzaine d'années. Les militants du groupe La Sociale le mèneront jusqu'au bout avec l'aide des sympathisants libertaires. Aujourd'hui, nous recherchons un local à acheter, et en parallèle, nous faisons appel à la solidarité de ceux et celles qui souhaitent aider à l'implantation des idées libertaires. Concrètement, le financement du projet requiert encore la somme minimale de 5000 euros. Nous faisons donc appel à votre aide pratique et financière.

Votre soutien, nous n'en doutons pas, nous aidera à faire aboutir ce projet que nous voulons à la hauteur d'un groupe solidement constitué depuis plus de vingt ans, pour les « militants historiques », mais aussi et surtout pour tous les camarades libertaires, pour les

quels la solidarité n'est pas un vain mot.

Nous vous tiendrons naturellement informés de l'état d'avancement de la souscription et du projet d'achat d'un nouveau local dans le *Monde libertaire*, et par retour de courrier.

Pour participer au financement:

- Si vous souhaitez vous inscrire dans la durée de ce projet, la solution la plus simple est la mise en place d'un prélèvement automatique, même d'un petit montant. Dans ce cas, envoyez-le nous par courrier (à l'adresse suivante: La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes) avec vos coordonnées. Nous vous indiquerons la marche à suivre.

- Vous pouvez également nous aider ponctuellement. Dans ce cas, envoyez votre chèque libellé à l'ordre de « ACL - souscription » à l'adresse suivante: Local La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

Radio libertaire

Mercredi 12 octobre

Blues en liberté de 10 h 30 à 12 heures. Femmes et blues. Seconde partie

Jeudi 13 octobre

Epsilonia à partir de 22 heures, programmation autour de trois festivals, focus sur Charlemagne Palestine (à l'occasion du concert d'ouverture du 15 octobre) et une nuit consacrée aux Reynolds (étrange formation venue d'Argentine).

Vendredi 14 octobre

Offensive de 21 heures à 22 h 30 diffusera une entrevue avec Catherine Becker, auteure de livres contre le système carcéral, Pourquoi faudrait-il punir ?

Dimanche 16 octobre

Des mots, une voix de 15 h 30 à 17 heures recevra l'écrivain Eric Jourdan pour son livre *Saccage*, sorti aux éditions de la Musardine, et l'écrivaine Annie Le Brun pour son livre *Ombre pour Ombre*, sorti aux éditions Gallimard.

Mardi 18 octobre

Idéaux et débats, de 18 heures à 19 h 30, recevra Albert Jacquart pour *Nouvelle petite philosophie*, publié chez Stock.

Mercredi 19 octobre :

Blues en liberté de 10 h 30 à 12 heures. Louisiane et blues.

Femmes libres de 18 h 30 à 20 h 30 : Coordination des groupes de femmes « Égalité » en soutien aux ouvrières licenciées de La Galicienne, filiale du groupe Yves Rocher au Burkina Faso.

Traffic: de 22 h 30 à 0 h 15, recevra deux artistes brésiliens : Silvério Pessoa (chanteur de la région du Pernambuco) et Renata Rosa (née à Sao Paulo, elle vit aujourd'hui à Recife, où elle a plongé aux sources de la tradition musicale du Pernambuco)

89.4 MHz

en région parisienne

et

federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

Mercredi 12 octobre Paris XI^e

Débat organisé par la librairie Quilombo autour du livre *Almanach critique des médias*, en présence d'Olivier Cyran et Mehdi Ba. À 19h45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M^o Boulets-Montreuil.

Vendredi 14 octobre Saint-Étienne (42)

Salon de l'autre livre organisé par la CNT. Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, salle Sacco-Vanzetti.

Samedi 15 octobre Bordeaux

À 16 heures: débat avec des membres du groupe Un autre futur et de la Coordination des groupes anarchistes autour de leur ouvrage *Ordre sécuritaire et inégalités sociales*. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com). Ouverture de la librairie du Muguet, mercredi de 15 heures à 19 heures, samedi de 16 heures à 20 heures.

Rouen

À 15 heures, Jean-Pierre Levaray sera l'invité de la librairie l'Insoumise pour venir présenter et dédicacer son dernier bouquin paru aux éditions Agones. L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Paris XVIII^e

À la bibliothèque La Rue, « L'athéisme aujourd'hui »: débat animé par Jocelyn Bézécourt à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses).

Saint-Étienne (42)

Salon de l'autre livre organisé par la CNT. Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, salle Sacco-Vanzetti.

Pons (17)

Commémoration de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État (conférences, débats, table de presse de Publico, présence de groupes libertaires du département...). Plus d'infos sur <http://jilabrousse-lelogis.club.fr/index.htm>.

Dimanche 16 octobre Pons (17)

La commémoration de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État continue.

Paris XI^e

La Bourse au livre anarchiste au 145, rue Amelot. Ouverture dès 11 heures: 13h30: débat avec Lucio l'Irréductible 15h30: lecture musicale de *Putain d'usine*; 16 heures: débat sur la chasse aux pauvres à Paris; 18 heures: débat contre la religion. Toute la journée: bar, projection vidéo et table de presse.

Saint-Étienne (42)

Salon de l'autre livre organisé par la CNT. Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, salle Sacco-Vanzetti.

Lundi 24 octobre Paris XI^e

Le Collectif contre le publisexisme vous invite à un débat autour du film *Femmes affiches, femmes pochettes*, on en a plein les niches, réalisé sur les luttes du CCP durant l'année 2001-2002 à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, M^o Saint Maur.

Jeudi 20 octobre Strasbourg

À 20 heures à la Maison des associations, projection-débat *Ici et Maintenant l'anarchisme*,

organisée et animée par des militants de la Fédération anarchiste. Projection du film *Ici et Maintenant* présentant l'anarchisme à travers de militants de la Fédération anarchiste.

Vendredi 21 octobre Bordeaux

En soirée: Projection du *Cartable de Big Brother* (organisation CNFAIT). Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Samedi 22 octobre Paris XI^e

Débat sur le thème « Provocations, injures, blasphèmes, pornographie, critiques, pamphlets, etc. Y a-t-il des limites à la liberté d'expression? » Avec pour invité Yannis Youlountas, auteur de *Poèmes ignobles*, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

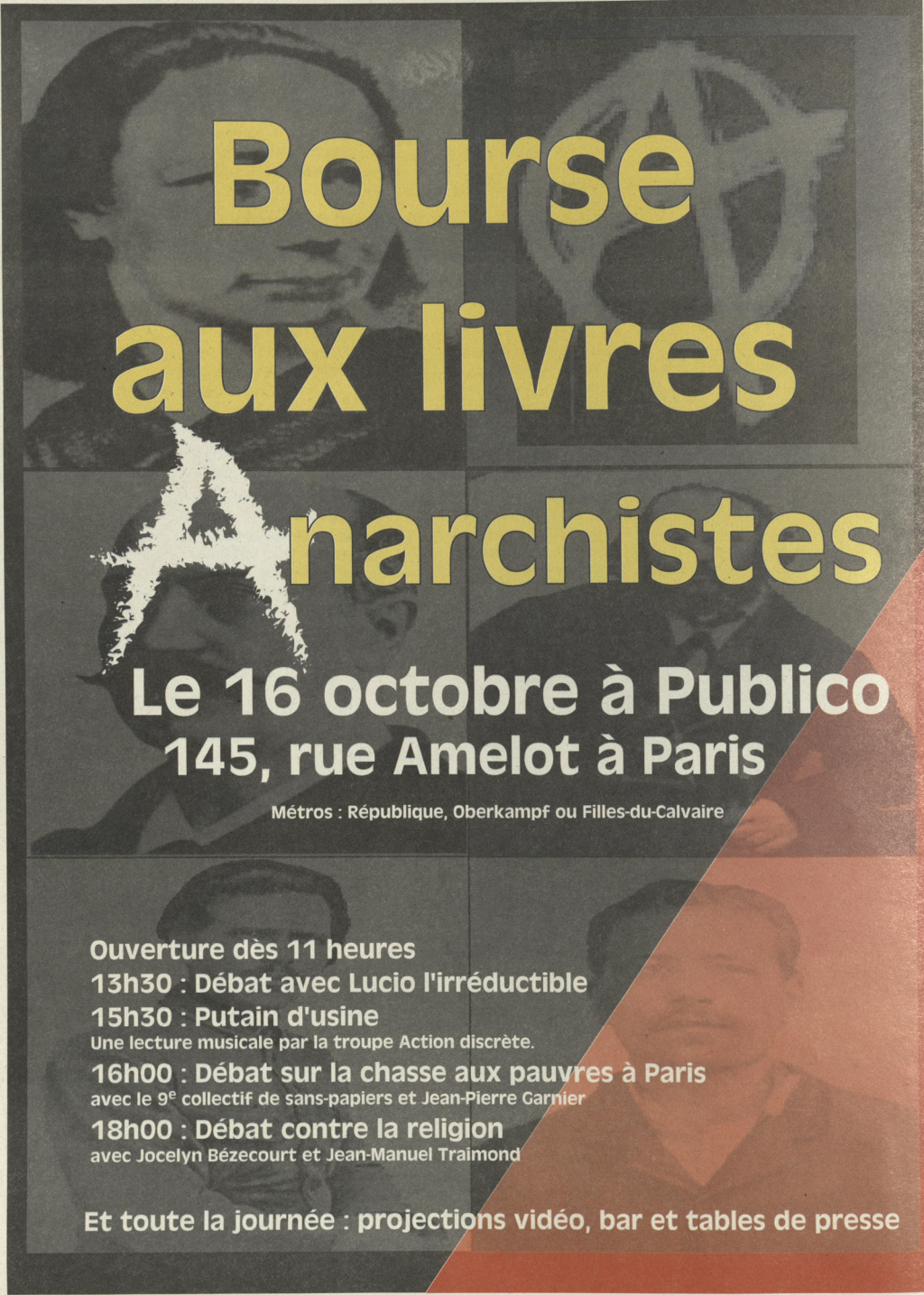
Dimanche 23 octobre Bordeaux

À 19h30: Projection de *L'ennemi intime*: documentaire sur la guerre d'Algérie (organisation La CLE); suivie d'une bouffe végétarienne Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Vendredi 28 octobre Saint-Brieuc (22)

Le groupe Jean-Souvenance de la Fédération anarchiste avec le CEL projeteront une série documentaire sur l'Espagne libertaire de 1905 à 1975, des débuts de l'anarchisme espagnol à la mort de Franco. Première projection à 21 heures à la MJC du Point du Jour, 1, rue Yves-Creston.

agenda



Bourse aux livres narchistes

**Le 16 octobre à Publico
145, rue Amelot à Paris**

Métros : République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire

Ouverture dès 11 heures

13h30 : Débat avec Lucio l'irréductible

15h30 : Putain d'usine

Une lecture musicale par la troupe Action discrète.

16h00 : Débat sur la chasse aux pauvres à Paris

avec le 9^e collectif de sans-papiers et Jean-Pierre Garnier

18h00 : Débat contre la religion

avec Jocelyn Bézecourt et Jean-Manuel Traimond

Et toute la journée : projections vidéo, bar et tables de presse

le monde
libertaire
membres de la Fédération anarchiste
adhérents de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Hopla, wir leben! *

Spécial
Alsace

**Radio libertaire
sur internet:**
federation-anarchiste.org/rl



AUJOURD'HUI, le groupe FA de Strasbourg fonctionne depuis 1999. Dès cette date, nous avons eu l'occasion de nous investir dans des domaines très variés: nous en évoquons quelques-uns ici.

Nous avons été impliqués dans la coordination Stop transport-Halte au nucléaire qui regroupe les forces antinucléaires strasbourgeoises et, dans le même temps, nous avons participé à des blocages de transports de déchets nucléaires dans les environs de notre agglomération.

Nous avons été aussi présents lors du camp « No Border » (Pas de frontières) de Strasbourg qui s'est tenu du 19 au 28 juillet 2002. Ce camp a rassemblé des personnes venues de toute l'Europe pour lutter contre les politiques d'immigration et sécuritaires européennes en général et contre le SIS (Système d'information Schengen) en particulier. Nous avons aussi suivi – de très près – la répression qui en a découlé.

Actuellement, nous participons à la campagne « décroissance » décidée par la Fédération anarchiste en 2004. C'est pourquoi vous pouvez trouver une synthèse rapide de notre réflexion à ce propos dans ce « 4-pages » et que nous avons participé aux Rencontres libertaires sur ce thème à Nancy, les 6, 7 et 8 mai 2005.

Notre activité militante passe aussi par l'organisation de conférences-débats, par l'affichage, par nos tables de presse, par nos permanences et par notre présence dans les manifestations, etc.

En plus des habitudes de travail que nous avons avec des organisations strasbourgeoises proches, comme No Pasarán, le groupe de Strasbourg entretient des relations avec nos compagnons allemands du Bade-Würtemberg.

Nous sommes ainsi en contact avec la Banda Vaga, groupe anarchiste et communiste-conseilliste de Fribourg. Ce dernier participe activement à la vie du KTS, centre politique et

culturel autonome, qui héberge un certain nombre d'organisations politiques, syndicales et des projets alternatifs. Y sont organisés régulièrement concerts, projections, débats, conférences, etc.

Sur Fribourg, nous sommes de même en contact avec la FAU (anarcho-syndicaliste), ce qui nous permet d'avoir une vision libertaire de la situation sociale et des luttes allemandes.

À l'occasion de rencontres avec les antifascistes radicaux d'Offenbourg, nous avons pu évoquer la situation de l'extrême droite des deux côtés du Rhin, et préparer des actions communes.

Tous ces liens ont débouché sur une série d'articles parus dans le *Monde Libertaire* traitant à la fois de la situation sociale, des luttes antifascistes, de la répression des militants anarchistes et autonomes... Outre l'intérêt informatif de ces articles, il s'agit aussi d'exprimer notre solidarité par-delà la frontière. Solidarité qui se concrétise aussi par notre participation à des actions de soutien comme la manifestation menée pour empêcher l'expulsion du KTS en 2004.

En plus de la présentation de notre groupe, il nous a semblé intéressant de demander à un « ancien », René Furth, qui a participé pendant une trentaine d'années à la vie militante anarchiste strasbourgeoise, de nous raconter son parcours personnel et, par là même, l'histoire du mouvement libertaire de la ville. Nous avons par ailleurs tenu à vous présenter un texte synthétique sur le thème de la décroissance, qui nous préoccupe actuellement.

Groupe de Strasbourg

*Titre [Hourra! nous vivons!] d'une satire d'Ernst Toller, écrivain dramatique allemand, ami de Gustav Landauer et d'Erich Mühsam, éphémère président de la République des Conseils de Bavière en 1919. Inscription peinte sur le monument aux morts de la place de République à Strasbourg après mai 1968.

Supplément gratuit au « Monde libertaire » n° 1411

Souvenirs d'un militant

« On se rend compte difficilement que, entre 1871 et 1918, il s'est passé un demi-siècle. Donc, deux générations sont nées sous l'Empire allemand, dans la culture allemande. »

dissidence

cahiers théoriques anarchistes

**L'anarchisme
dans l'histoire
mais
contre l'histoire**

« Vroutsch - série dissidence N° 17
prix: 3,50 F

CONSEILS OUVRIERS EN ALLEMAGNE 1917-1921



VROUTSCH série La Marée N° 9-11

NÉ EN 1934, René Furth nous rappelle ainsi que les traditions militantes alsaciennes ont été durablement marquées par le syndicalisme réformiste et la social-démocratie à l'allemande. Il n'oublie pas non plus « le patronat social qui construisait des cités ouvrières, qui développait une espèce d'esprit social qui intégrait aussi, partiellement, les ouvriers à la vie de l'entreprise, à l'esprit de l'entreprise. La séparation de l'état et des Églises n'a pas été bien vécue non plus, les curés ont toujours gardé une influence très forte, les Églises catholique et protestantes étaient bien imbriquées dans la vie quotidienne ». Il faudra sans doute attendre l'après Seconde Guerre mondiale pour que des groupes libertaires soient présents en Alsace. (Nous n'avons pas d'information sur la période précédente.)

C'est en 1950, par l'intermédiaire du journal *le Libertaire*, que René prend connaissance de la Fédération anarchiste, puis prend contact avec un vieil ouvrier anarcho-syndicaliste strasbourgeois. Celui-ci lui donne à lire d'autres publications libertaires et le met en relations avec des militants de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) réfugiés à Strasbourg, qui se retrouvaient dans une brasserie. « Mais, dans le mouvement français, c'était vraiment une période de grande pagaille » : scissions, affrontements, la FA devient FCL (Fédération communiste libertaire) après une série d'exclusions et de départs, puis se reconstitue.

Avec le soutien de Maurice Joyeux, il prend en charge une « revue des revues » dans *le Monde libertaire*. Engagé dans le syndicalisme étudiant, il crée en 1953 un Cercle de culture libertaire, devenu par la suite Cercle de culture révolutionnaire « parce que je pensais qu'il fallait un peu élargir ». Époque oblige, « le climat général, c'était qu'à gauche en milieu universitaire, il n'existait que le Parti communiste, c'était aussi simple que ça [...] ». La première réunion du Cercle de culture libertaire, c'est avec un ancien copain de lycée stalinien que je l'ai faite, c'est lui qui l'a gaiement animée ».

Le cercle s'est réuni pendant deux ou trois ans, sur la base d'exposés et de discussions. Côté FA, « plusieurs groupes se sont succédé par la suite, c'étaient essen-

tiellement des étudiants, avec des interférences avec l'ajisme ».

L'ajisme, c'était la théorie et la pratique des AJ, les Auberges de jeunesse.

« Un travail d'éducation populaire se faisait autour de ces AJ. Il y avait plusieurs organisations: l'une catholique, l'autre 'laïque, et un mouvement indépendant, le MIAJ, moins nombreux, qui était pratiquement anar, et qui avait aussi ses auberges. Je suis allé faire un exposé à Mulhouse sur "ajisme et anarchisme", les gens du groupe n'ont pas adhéré à la FA, mais moi j'ai adhéré aux groupes des AJ et de Mulhouse et de Strasbourg... qui géraient des auberges (... laïques) bien sympathiques dans la montagne. »

Les années 60 à Strasbourg

La singularité politique de l'Alsace et de Strasbourg en particulier va encore se révéler dans les années 1960.

Le groupe de Strasbourg va s'étoffer après un article écrit par René dans un journal local sur le film *Mourir à Madrid*.

« J'étais journaliste et j'avais fait une critique du film de Rossif en lui reprochant de ne pas parler du travail constructif de la Confédération nationale du travail. Deux jours après, un étudiant a débarqué dans mon bureau en disant: "J'ai lu ce papier, je n'en croyais pas mes yeux." Je l'ai revu, j'ai rencontré des copains à lui, ils ont rejoint le noyau anarchiste qui existait encore. »

Intéressés par le bulletin de l'Internationale situationniste que René recevait pour sa « revue des revues », ils ont pris contact avec les membres de l'IS qui formaient un groupe à Strasbourg. Ils ont participé à une de leurs premières actions sur place. Un psychologue social, Abraham Moles, spécialisé dans les questions de communication, qui enseignait à l'université, avait eu le malheur d'écrire à l'IS une lettre qui a beaucoup énervé les situs. Du coup, il a eu droit à un lancer de tomates pendant son premier cours de l'année.

Le coup de Strasbourg

En 1966, au moment du renouvellement des responsables de l'AFGES (Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg, section locale de l'UNEF), des copains du groupe anar, avec d'autres qui

II **Hopla, wir leben !**

du 13 au 19 octobre 2005 le **libertaire**

étaient
aux él
précis
acte

En

allaien
tion, il
de l'A

faire d
mome
taire, a

bùé la
monde

parlé. É
cat on

cette t
vraime
tion de

Du

ciation

ment a
gestion

loir m

de dil

pressio
nouvel

pour la
tion, c

aussi é
étudian

en rév

leur g

Le

de déc

cholog

section

dians, s

milieu

psychi

Lo

l'AFGE

mann,

brochu

elle arr

mer ai

ment d

En

ses fon

Le ce

Avec d

politiqu

Lorca a

mettre

La

tive a r

ions. L

associat

tique. E

un reco

celui qu

bunal. I

Cet

pour de

tions c

comm

étaient proches de leurs idées, se sont présentés aux élections. Ils ont été élus. Sans programme précis, mais avec le projet d'une « critique en acte » du syndicalisme étudiant.

En concertation avec les situationnistes, qui allaient pour l'essentiel se charger de la rédaction, ils ont décidé ainsi de publier sur les fonds de l'AFGES une brochure qui devait peu à peu faire des vagues, *De la misère en milieu étudiant*. Au moment de la très officielle rentrée universitaire, avec les professeurs en toge, ils ont distribué la brochure. Elle a fait scandale dans le monde de l'université, mais la presse n'en a pas parlé. Pour la remuer, les responsables du syndicat ont organisé une conférence de presse. Avec cette trouvaille de dernière minute qui allait vraiment lancer l'affaire: annoncer la dissolution de l'AFGES.

Du coup, d'anciens membres de l'Association ont intenté un procès au bureau fraîchement élu, pour faire mettre sous séquestre la gestion et les locaux. On lui reprochait de vouloir mettre la main sur les caisses du syndicat et de dilapider ses fonds. En plus des frais d'impression en grosse quantité de la brochure, la nouvelle équipe avait versé de l'argent à l'IS pour la participation de Guy Debord à sa rédaction, comme expert et conseiller, mais elle avait aussi envoyé un interminable télégramme aux étudiants japonais (les Zenguraken) qui étaient en révolte violente et en lutte très dure contre leur gouvernement.

Le bureau eut cependant encore le temps de décider la fermeture du Bureau d'aide psychologique universitaire (BAPU) géré par la section locale de la Mutuelle nationale des étudiants, et condamné comme « la réalisation en milieu étudiant du contrôle para-policiier d'une psychiatrie répressive ».

Lors du procès intenté par les anciens de l'AFGES, son avocat, un certain maître Baumann, poète à ses heures, a lu des extraits de la brochure pour montrer à quel abomination elle arrivait. « C'était un grand moment, déclamer ainsi dans ce tribunal ce texte avait vraiment de l'allure. »

En fin de compte, le bureau a été démis de ses fonctions.

Le cercle culturel Garcia-Lorca

Avec des camarades anarchistes et des réfugiés politiques espagnols, une association Garcia-Lorca avait été créée vers 1965. Elle devait permettre d'ouvrir un local rue du Tonnelier-Rouge.

La création de ce cercle sous forme associative a rencontré des résistances. Nous sommes en Alsace, régie par le droit local sur les associations. Le préfet trouvait que ce n'était pas une association culturelle mais une association politique. Donc, il a mis son veto. « On a introduit un recours par un avocat qui était le même que celui qui allait défendre les "situes" devant le tribunal. Et, par chance, on a gagné. »

Cette affaire a fait jurisprudence plus tard pour des structures qui se proclamaient associations culturelles et qui étaient considérées comme associations politiques par le préfet.

La librairie Bazar Coopérative, rue des Veaux

Fin 1969, nous avons créé une section de la SIA à Strasbourg (Solidarité internationale antifasciste). C'est à ce moment-là que quelques groupes dont la FA et la SIA ont décidé de participer à la création de la librairie Bazar Coopérative.

Il y a eu beaucoup d'activités autour de la librairie. Par exemple, les groupes proches de la librairie éditèrent un journal de contre-information appelée *Ussm Völlik* « issu du peuple » et en marge de cette dernière une crèche sauvage a existé.

Au début des années 1970, la section SIA a multiplié les rencontres avec les divers groupes de la région. « On organisait le soutien aux antifascistes espagnols à travers des manifestations publiques, des projections de films, entre autres *Mourir à Madrid*, et des conférences. »

Activités culturelles

Les libertaires strasbourgeois de l'époque accordaient « une importance toute particulière à promouvoir la culture libertaire sur Strasbourg en essayant notamment d'éditer des revues de réflexion et des fanzines ».

« C'est ainsi qu'en 1971, avec le groupe de la FA, on a fait la tentative d'un cercle de culture libertaire. Ça s'appelait de nouveau comme ça, et les réunions avaient des thèmes. Par exemple, la deuxième réunion, en mars de la même année, portait sur un article paru dans la revue *Anarchisme et Non-Violence*, intitulé « Pour des partis anarchistes » signé, par un Strasbourgeois. »

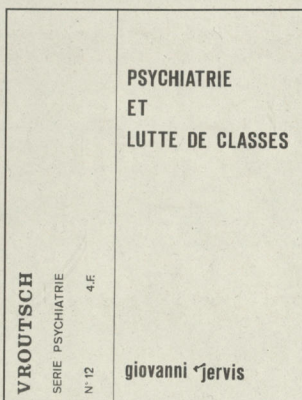
De cet intérêt pour la culture et l'histoire libertaire est issue une revue, *Vroutsch*, qui servit de « couverture » pour sortir un certain nombre d'autres revues du même genre, notamment la *Marge* et *Dissidence*.

« On a sorti un numéro spécial sur les conseils ouvriers, qui a longtemps été la seule chose en France qui existait sur le sujet. Nous avons édité un numéro sur les cliniques libres, "Free clinics", un numéro sur la Chine, un numéro sur la psychiatrie, et des numéros de *Dissidence*, axés particulièrement sur une réflexion sur l'anarchisme. Et donc, autour de *Vroutsch*, on a fait en 1975 une rencontre avec des animateurs d'autres revues, comme la *Lanterne* et avec IRL, « *Informations rassemblées à Lyon*. »

L'activité militante libertaire se termine après la fin de la librairie Bazar. Elle s'est arrêtée à la fois pour des raisons financières et pour des raisons économiques: le mode de fonctionnement d'une librairie traditionnelle, officielle, est extrêmement cher.

Il fallait beaucoup de mouvements d'argent pour qu'elle fonctionne. Donc, une fois que la librairie a été fermée, toutes les activités ont cessé et le milieu militant libertaire s'est effiloché.

Entre la fin des années 1970 et le début des années 1990, l'activité anarchiste sur Strasbourg fut épisodique.



Décroissance

Travailler, produire Pour qui, pour quoi ?

LE GOUVERNEMENT CHERCHE à nous faire travailler plus en nous faisant travailler plus longtemps avec l'« assouplissement des 35 heures ». L'objectif est de produire plus, de créer plus de richesses. Notre bonheur se mesurerait-il au taux de croissance ?

Travailler pour consommer

Pourquoi travaillons-nous ? Pour satisfaire nos besoins essentiels ou pour pouvoir consommer ? Les richesses que nous produisons pour nous et ceux qui profitent de notre travail servent à alimenter la consommation. Consommation qui nous est présentée comme un accomplissement de soi, une façon de se définir, de montrer son pouvoir d'achat, voire une façon d'être ou d'exister aux yeux des autres. Sans le dernier produit à la mode, pas de reconnaissance sociale.

Conséquences de la croissance

À force de produire pour pouvoir consommer et inversement, on en oublie la finalité du travail et l'intérêt réel d'acquiescer des biens et des services. Pourtant, toute cette production n'est pas sans conséquences sur notre environnement. Cette course folle à la croissance à tout prix a un impact sur les réserves en matières premières, comme le pétrole, le gaz, l'uranium... Toutes ces matières premières sont le carburant de nos économies, et nous les utilisons comme si elles étaient inépuisables. Or, il n'en est rien. De plus, le rythme économique et son corollaire, la pollution, sont tels que

nous détruisons notre environnement. Cette fuite en avant ne peut pas durer indéfiniment.

On peut toujours chercher des solutions techniques pour dépolluer, mais autant agir à la racine. Pourquoi à la fois produire de façon polluante et travailler à dépolluer ? Si ce n'est pour créer de la croissance qui profitera toujours aux mêmes.

La décroissance, une occasion à saisir

Face à l'épuisement des ressources et à la destruction de la planète, nous serons fatalement obligés de revoir notre système de production (et donc de consommation). Autant se servir de ce moment pour faire le bilan de notre système économique et voir s'il n'est pas possible à cette occasion d'en modifier le fonctionnement afin qu'au-delà de l'aspect écologique, on vive mieux.

Il s'agit donc d'inventer un mode de vie qui ne conçoive le travail et la consommation que comme des outils parmi tant d'autres de notre épanouissement individuel et collectif. Nous organiser par nous-mêmes est certainement la façon la plus sûre pour contrer les profiteurs actuels, car une telle remise en cause de notre société, en particulier de notre système économique capitaliste, se heurtera à ceux qui en profitent actuellement. Outre l'aspect économique, on touche en effet à la question du pouvoir politique.

Tri nécessaire

Il est nécessaire de faire, dans notre consommation, un tri entre nos besoins réels et les envies nées des injonctions marketing, publicitaires, sociales, etc. De même, pour la production, regardons quels sont les produits et services intéressants en tant que tels et ceux qui requièrent des tâches dures, ingrates, abêtissantes... Nous ne vivons pas pour travailler mais l'inverse. Les activités non marchandes, comme tout ce qui se fait par le bénévolat, concourent elles aussi à notre bien-être individuel et collectif. Ce tri ne doit pas nous faire revenir à la bougie : il s'agit de faire consciemment des choix en évaluant à la fois l'importance de nos besoins, leurs conséquences sur



les besoins en travail, l'impact sur notre environnement. Ne pas consommer plus, mais consommer « utile ».

Limites de la démarche individuelle

Évidemment, cette démarche ne peut pas être uniquement individuelle. Nombre de choix sont collectifs. Pour ce qui concerne les transports, par exemple, si l'on veut permettre aux gens de se passer de leur voiture, il faut proposer des transports collectifs efficaces. Si l'accumulation de changements de comportements individuels engendre bien des conséquences collectives, on ne pourra faire l'économie d'une refonte globale du système. Chacun peut travailler à consommer différemment et de façon respectueuse pour l'environnement, mais il est nécessaire d'abandonner à un niveau global la logique suicidaire du toujours plus qui sous-tend le système capitaliste.

Dans ce système, riches et puissants ne peuvent prospérer sans croissance. Baisse de la production signifie alors chômage, précarité et une exploitation accrue de la main-d'œuvre bon marché, ici ou dans les pays dits du Sud. D'où la nécessité de l'égalité économique et sociale qui nous permettrait de faire des choix économiques et environnementaux conformes aux intérêts de tous.

Pour en savoir plus

Le site du Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP) : <http://ratp.samizdat.net>

La brochure sur la décroissance publiée aux éditions du Monde libertaire, « Du développement à la décroissance : de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme ».

– Tables de presse place Kléber (devant la FNAC), tous les samedis après-midi à partir de 14h30.

– Permanencés, le premier et le troisième lundi du mois à partir de 18h30 à la Maison des associations (1A, place des Orphelins, Strasbourg).

– Notre adresse : FA c/o ACLS, 1A, place des Orphelins, 67000 Strasbourg.

– Groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org

– Site Internet : <http://fastrasbg.lautre.net> où vous pourrez trouver tous nos tracts, articles, affiches, etc. et vous inscrire sur notre liste de diffusion.